



Rapport de gestion 2023



ASIC

*Le centre de compétence des villes et des communes
pour la gestion durable des infrastructures publiques*

L'Association suisse Infrastructures communales ASIC est une section de l'Union des villes suisses et une partenaire de l'Association des Communes Suisses



Introduction

Le billet du président

En marge de notre séance de comité à Schlieren, nous avons eu le privilège de visiter le Wagi Museum, un musée dédié à l'histoire industrielle suisse – l'occasion de découvrir la formidable culture d'innovation qui a imprégné ces lieux durant le siècle dernier. Juste à côté du Wagi Museum se trouve aujourd'hui le siège principal de la startup «suncar», entreprise spécialisée dans l'électrification des machines de chantier et la décarbonation industrielle – preuve que l'esprit d'innovation survit toujours: il migre d'un secteur à l'autre. Identifier et anticiper les besoins du marché, c'est orienter la production vers le progrès.

Le comité de l'ASIC a fait sien ce défi en ajustant son portefeuille de missions, d'offres et de partenariats à la stratégie «ASIC33». Durant l'exercice sous revue, nous avons atteint des caps décisifs et posé d'importants jalons pour l'avenir, ce qui me réjouit. Il nous reste à parachever la nouvelle stratégie «ASIC33» au cours du premier semestre 2024 pour cadrer nos activités à venir.

Je remercie le comité et le secrétariat, qui ont œuvré d'arrache-pied pour parvenir à ce résultat, ainsi que nos membres pour leur soutien dans cette voie. ┘

Le billet du directeur

L'exercice 2023 a été ponctué d'innombrables temps forts, comme vous pourrez le constater à la lecture des prochaines pages. Nos membres ont été confrontés à de nombreux défis sociaux, économiques et politiques. Ce contexte a une fois de plus montré l'importance de nos services et de nos organes, tant au niveau des échanges d'expérience que de l'engagement de nombreux membres au sein des commissions techniques, des groupes de travail et des commissions à tous les niveaux institutionnels. Le nouveau comité a lui aussi largement contribué au succès de nos activités en appuyant le secrétariat.

Le quotidien Oltner Tagblatt a publié le 21 août 2023 un article à mon sujet, dans lequel j'ai utilisé le concept «InfraCulture» pour désigner le monde des infrastructures, son bagage professionnel, son idéal de qualité et l'estime du travail dédié à cet objectif. Telles sont les valeurs que notre Association entend cultiver avec fidélité, dévouement, courage et clairvoyance en 2024. Les résultats obtenus forment la base de nos actions à venir, avec l'appui de notre comité. Nous nous réjouissons d'être à l'œuvre! ┘



**Association suisse
Infrastructures communales | ASIC**

infrastructures-communales.ch, info@infrastructures-communales.ch, @SVKI_ASIC

ASIC
Monbijoustrasse 8, Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 356 32 42

Membres	Effectifs: 292 – 212 resp. 72,6% villes et communes – 28 resp. 9,6% associations intercommunales – 52 resp. 17,8% cantons (5), donateurs pers. morale (29), donateurs pers. physique (7), membres d'honneur (11)
Secrétariat	3,40 équivalents plein temps (2022: 3,00 équivalents plein temps)
Commissions techniques	Déchets & Recyclage Eaux usées Énergie Immobilier Climat & Environnement (y compris secrétariat de l'Alliance pour le Climat Suisse) Réseau routier
Groupes de travail	– Groupes de travail: Biodiversité Economie circulaire Réseaux thermiques Exploitants des réseaux de canalisations Contrôle des coûts et des prestations (CCP) dans l'entretien des routes – Groupe d'échange: Evacuation des eaux des biens-fonds – GT formation continue InfraAcademy – GT Stratégie ASIC33
Prises de position sur des consultations / affaires politiques	– Recommandation VSA «Diagnostic hydraulique du système de gestion des eaux urbaines» – SIA SN 592 000 «Installations pour l'évacuation des biens-fonds – Conception et exécution» – Aide à l'exécution sur l'état de la technique OREA – Auditions concernant les conditions-cadres et la biodiversité – VSA «Guide du PGEE 2023» – Train d'ordonnances agricoles 2023 – Directive VSA «Gestion du système global réseau d'assainissement – STEP – milieu récepteur» – Modifications d'ordonnances relevant de l'OFEN, avec arrêté fédéral en mai 2024 – Consultation de l'EnDK concernant le développement du MoPEC – Révision de la loi sur le CO ₂ pour la période postérieure à 2024, thématique: convention Confédération – UIOM – Iv. Pa. 20.433 «Développer l'économie circulaire en Suisse», thématique: monopole des déchets et valorisation matière du phosphore
InfraAcademy	– Cours pour chefs de voirie, deux cours de 2 jours – Séminaire «Gestion de la voirie», deux cours d'une journée – Séminaire: Conduite d'équipe et Leadership au sein d'un service communal à vocation technique, un cours de 2 jours
InfraEvents	– 10 ^e Congrès sur le recyclage à Bienne – 3 ^e Conférence sur les marchés publics durables à Soleure – 6 ^e Assemblée des membres ASIC à Berne – Suisse Public et Suisse Public SMART à Berne – 1 ^{re} rencontre annuelle de la Charte pour le climat et l'énergie à Berne
Nouvelles publications	– Outil d'acquisition de véhicules communaux – Fiche d'information collecte sélective de matières valorisables
Engagements	– Contribution aux cours professionnels de la Faïtière de la formation pour la branche d'entretien des installations d'évacuation des eaux (advk.ch) – Soutien à la plateforme Economie circulaire de Swiss Recycle – Participation à la formation des fontainiers de l'Association pour l'eau, le gaz et la chaleur (SVGW), thématique: captages d'eaux souterraines – Participation au Symposium sur les déchets de l'Université de St-Gall (HSG), thématique: transposition de l'économie circulaire au niveau communal
Echos médiatiques	– Oltner Tagblatt/Solothurner Zeitung du 21.08.2023, «Sa passion: les infrastructures communales en Suisse», thématique: portrait de notre directeur Clemens Baschung – Radio SRF, reportage du 08.06.2023 dans l'émission «heutemorgen», thématique: véhicules électriques pour les communes suisses: nouvelle tendance? – NZZ du dimanche 19.11.2023, «Une puanteur pour certains», thématique: déchetterie centralisée pour remplacer la collecte des ordures ménagères sur la voie publique
Chiffre d'affaires	CHF 683'402.- (2022: CHF 671'631.-)
Perte	CHF -11'538.- (2022: CHF 19'705.-)
Somme du bilan	CHF 651'160.- (2022: CHF 680'161.-)



Journal interne

6^e assemblée générale du 7 juin 2023 à Berne

Notre 6^e assemblée générale s'est tenue le 7 juin 2023 dans le cadre de Suisse Public/Suisse Public SMART à Berne. Elle a réuni près de 40 membres, qui ont assisté à des conférences et des tables rondes sur des thèmes actuels, p. ex. «L'atelier du futur», «Intelligence artificielle (IA)», «Open data dans les infrastructures communales» et «Neutralité climatique et mobilité intelligente dans les villes et les communes». Cette manifestation a suscité un fort intérêt pour ses éclairages sur l'avenir des infrastructures communales. Ont été élus à l'unanimité Regina Wenk à la présidence de la commission technique Réseau routier, et Fabrice Bachmann à la présidence de la commission technique Eaux usées. En plus de la partie informative, les participants ont aussi eu l'occasion de cultiver les échanges dans une atmosphère conviviale. La traditionnelle soirée de l'ASIC s'était déroulée la veille, au Wankdorf.

Séances du Comité du 10 mars et du 2 novembre 2023

La séance de mars a débuté en présence de nouveaux visages. Regina Wenk, cheffe du Werkhof Aarau, a succédé à Gerald Hutter à la tête de la commission technique Réseau routier, tandis que Fabrice Bachmann, directeur GVRZ, a succédé à Marco Sonderegger à la tête de la commission technique Eaux usées. Outre le rapport de la direction sur les affaires courantes, le comité s'est penché sur les thèmes techniques et politiques des commissions techniques et des groupes de travail ainsi que sur la collaboration avec l'Union des villes suisses et l'Association des Communes Suisses.

La séance de novembre, qui a eu lieu à Schlieren, affichait un ordre du jour bien rempli. La direction a passé en revue la première Rencontre annuelle de la Charte pour le climat et l'énergie. Elle a également fait le point sur les projets en cours, notamment l'InfraAcademy, le Café en ligne, la plateforme InfraJob, le Recycling Award 2024, le processus de certification du label UND ainsi que la directive OKS, pour n'en citer que quelques-uns. Le comité de direction s'est réuni pendant deux jours en août pour mettre au point et adopter la stratégie «ASIC33». Il a également approuvé le projet de contrat pour l'intégration de l'Association des directeurs de l'immobilier public (VSLI) au 1^{er} janvier 2025, tout comme la création d'une nouvelle commission technique Distribution d'eau en 2025. Les groupes de travail Economie circulaire et Biodiversité ont été confirmés dans leurs fonctions.



Regina Wenk



Fabrice Bachmann

Après un débat nourri, le comité a accepté l'ambitieux budget 2024, qui se monte à CHF 852'000 (+12% par rapport au budget 2023). Outre plusieurs projets tels que la révision du guide «Maintien de la valeur des routes», la création du profil métier «Agent-e d'exploitation CFC» et le développement d'un nouveau site web, ce budget prévoit la création d'un nouveau poste à 60% en qualité de «responsable de projet en gestion des infrastructures, orientation déchets et économie circulaire / immobilier». Enfin, la direction a présenté le plan financier pour la période 2025 - 2027, affichant un budget déficitaire, raison pour laquelle il propose de relever les cotisations à partir de 2025. La réunion s'est terminée par une séquence photo de groupe et par la visite du WAGI Museum.

Développement de la stratégie «ASIC33»

Amorcé en automne 2022, le projet de stratégie «SVKI33» a été concrétisé durant l'exercice sous revue par le groupe de travail Stratégie et le comité de direction, sur la base des priorités stratégiques définies par le comité. Ces développements ont débouché sur un projet de stratégie qui a été validé par le comité. Les mesures à prendre ont été consolidées. La stratégie sera mise en consultation auprès des membres au printemps 2024, puis présentée à l'occasion de l'assemblée générale 2024.

Vision:

Le centre de compétence des villes et des communes pour la gestion durable des infrastructures publiques - un pôle qui façonne l'avenir en réseau. L'Association suisse Infrastructures communales réunit tous les responsables des infrastructures communales autour d'un réseau dédié à la gestion durable des infrastructures via le transfert des connaissances, les échanges d'expériences, la formation continue, le conseil et la défense des intérêts sectoriels.

Secrétariat

A mi-septembre, Daphné Rüfenacht a succédé à Rebecca Knoth-Letsch au poste de directrice adjointe. Rebecca Knoth-Letsch a souhaité prendre une année sabbatique pour partir en voyage dès septembre. Elle a gardé un pensum à 20% jusqu'à la fin de l'année pour assurer une transition fluide dans la transmission des dossiers.

Daphné Rüfenacht a étudié la géographie avec spécialisation en recherche environnementale à l'Université de Berne. Depuis 2019, elle a dirigé le Service de l'environnement à la ville de Bienne, après avoir été nommée secrétaire générale adjointe à la Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement, également à la Ville de Bienne. Elle a acquis son expérience politique d'abord au Conseil municipal de la ville de Bienne, puis au Grand conseil du canton de Berne. Daphné Rüfenacht est bilingue et vit avec sa famille à Bienne.

Le secrétariat a amorcé en automne le processus de labellisation UND dans l'idée de montrer le bon exemple sous l'angle de l'égalité des genres et de la promotion de l'équilibre entre famille et profession. L'objectif visé est un gain d'image pour les gestionnaires d'infrastructures communales à travers la sensibilisation de tous les groupes cibles. Le processus de certification et l'obtention du label sont attendus pour le printemps 2024. ↴



Clemens Baschung
Directeur



Daphné Rüfenacht
Directrice adjointe



Rebecca Knoth-Letsch
Consultante



Jascha Barras
Événementiel & Administration



Janina Wolfsberger
Communication & Marketing

SVKI ORGANIGRAMME ASIC

UNION DES VILLES SUISSES (UVS)

Association suisse Infrastructures communales

COMITÉ

Marco Sonderegger, président
Stephan Flury, vice-président
Fabrice Bachmann
Silvia Banfi Frost

Antoine Benacloche
Martin Flügel (UVS)
Thierry Lassueur
Matthias Nabholz

Christoph Niederberger (ACS)
Daniel Rychener
Albert Schweizer
Regina Wenk

COMITÉ DE DIRECTION

Marco Sonderegger, président
Stephan Flury, vice-président
Clemens Baschung, directeur

ADMINISTRATION

Clemens Baschung, directeur
Daphné Rüfenacht, vice-directrice
Jascha Barras, eventmanager et administration
Janina Wolfsberger, communication et marketing

ALLIANCE POUR LE CLIMAT

c/o ASIC
D. Rüfenacht

COMMISSIONS TECHNIQUES

CT Eaux usées
Président
F. Bachmann

CT Routes
Présidente
R. Wenk

CT Immobilier
Président
A. Schweizer

CT Déchets et recyclage
Président
D. Rychener

CT Climat et environnement
Président
M. Nabholz

GROUPES DE TRAVAIL ET D'ÉCHANGE

GE Evacuation des eaux des biens-fonds
S. Bucci

GT Contrôle des coûts et des prestations (CCP) dans l'entretien des routes
R. Gruber

GT Réseaux thermiques
D. Rüfenacht

GT Economie circulaire
D. Rüfenacht

GT Biodiversité
D. Rüfenacht

GT Formation continue
S. Costanza

GT Gestionnaires des réseaux d'eaux usées
U. Sieber

GT Stratégie
M. Sonderegger

DIVERS

Signet OKS
Editeur de licence
C. Baschung

Responsable: Daphné Rüfenacht

Responsable: Clemens Baschung

Charte pour le climat et l'énergie
D. Rüfenacht

Représentations

Pôle de compétence dédié à la gestion durable des infrastructures communales, l'ASIC représente les intérêts de ses membres dans différents organes à tous les niveaux fédéraux, également en collaboration avec l'Union des villes suisses, l'Association des Communes Suisses ainsi qu'avec d'autres partenaires.

Entité responsable	Champ d'action de l'ASIC
Déchets & Recyclage	
formation-déchets.ch	Participation au nouveau cours «Economie circulaire dans les communes»
OFEV	Tables rondes sur les produits du tabac / alimentation nomade
SENS eRecycling	Siège au conseil de fondation jusqu'en août 2023
ASTAG	Siège invité à la commission technique Elimination des déchets
RecyPac	Siège au comité RecyPac – circularité des plastiques et briques à boissons
Swiss Recycle	Table ronde sur les bombes aérosols
Swiss Recycle	Table ronde sur la prévention des incendies dans les déchetteries
Energie	
Union des villes suisses UVS	Siège au groupe de pilotage Réseaux thermiques
Swisspower	Siège de membre fondateur au comité de pilotage Congrès des services industriels
Immobilier	
HES Lucerne HSL	Représentation dans le groupe d'échanges Air intérieur
Association des directeurs de l'immobilier public VSLI	Représentation au comité
Climat & Environnement	
Alliance pour le Climat Europe	Antenne de coordination nationale et siège au comité / secrétariat de l'Alliance pour le Climat Suisse
Union des villes suisses UVS	Siège au groupe consultatif Guide de stratégie climatique pour les villes
Union des villes suisses UVS	Siège à la Commission de politique énergétique et climatique
Réseau routier	
BERNEXPO: Suisse Public / Suisse Public SMART	Siège au comité consultatif
Union des villes suisses UVS	Siège consultatif/commission des ingénieurs municipaux et communaux
Direction TP canton de Zurich	Membre du GI Services de voirie www.ig-sud.ch
VSS	Siège au comité consultatif
Eau potable & Eaux usées	
OFPP	Siège au groupe d'experts Protection des infrastructures critiques (PIC)
OFEV	Mise en œuvre des motions 20.4261 et 20.4262 (STEP) > siège au groupe consultatif, à la commission technique et au groupe consultatif «Adaptation de la taxe sur les eaux usées»
OFEV	Participation au modèle «Gestion des STEP en cas de pénurie d'électricité»
OFEV	SwissPhosphor >siège au GT Financement/GT Mise en œuvre dans les cantons
OFEV	Mise en œuvre de la motion 20.3625 (aires d'alimentation des captages) > siège au groupe consultatif Mise en œuvre
OFEV	Siège au groupe consultatif Zéro net pour les STEP
VSA	Participation à la direction du projet et au groupe consultatif Ville-éponge

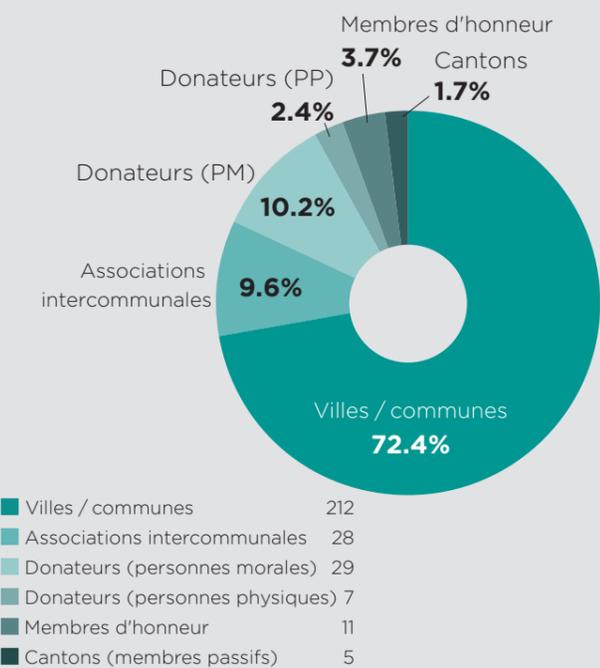
Représentation / Siège / Participation pour le compte de l'UVS	
ARE	Siège au conseil du Forum Développement durable
OFEV	Biodiversité et qualité paysagère en zone bâtie > siège au groupe consultatif Dispositions de référence
DTAP	Siège au GT Guide des marchés publics TRIAS
Conférence des services cantonaux de l'énergie (EnFK)	Participation d'une délégation de l'ASIC à la conférence annuelle
KBOB	Siège à la commission technique Achats et contrats
KBOB	Participation à la Conférence sur les marchés publics durables (TnöB)
KBOB	Plateforme de connaissances sur les achats publics responsables PAP > participation au groupe consultatif
Conférence des gouvernements cantonaux CdC (Conférence tripartite)	Participation au groupe consultatif Mise en œuvre de l'agenda 2030
Commission des transports et des télécommunications CTT	Participation à la plateforme d'échanges «téléphonie mobile du futur»
Coordination nationale GeoBIM	Participation au groupe d'experts-es
Réseau cantonal du développement durable RCDD	Participation aux ateliers de discussion
Union des villes suisses UVS	Participation au groupe parlementaire Politique communale
Représentations pour l'Union des villes suisses et l'Association des Communes Suisses	
OFEV	Captage et stockage du CO ₂ > participation au groupe consultatif national CCS/NET
CA	Marchés publics: dialogue PME / pouvoirs publics
CA	Siège au groupe spécialisé Marchés publics durables

En plus des activités récapitulées ci-dessus, l'ASIC participe aux séances de comité, aux séances plénières et aux assemblées générales de la Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP), dans le cadre des dossiers qui lui sont confiés par l'Union des villes suisses, en concertation avec l'Association des Communes Suisses. L'ASIC a ainsi participé notamment à diverses prises de position concernant les valeurs seuils pour les marchés publics cantonaux 2024/25, le postulat Flach 19.3894, la loi sur la standardisation, la téléphonie mobile (demandes de permis en cours / cas bagatelle hors zone à bâtir), les prescriptions de protection incendie, le train d'ordonnances agricoles 2023, le plan d'action Sous-Sol Suisse ainsi que l'enquête sur l'état de la délimitation des espaces réservés aux eaux.

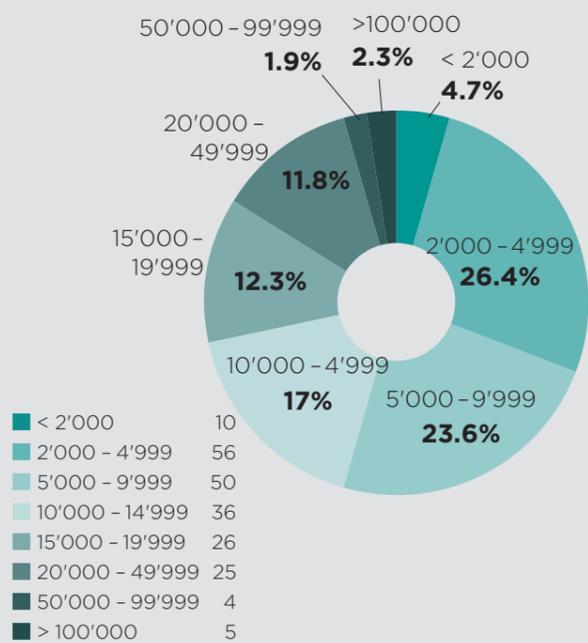
Engagements

- L'ASIC a soutenu financièrement la Fédération faitière de formation pour la branche d'entretien des installations d'évacuation des eaux (advk.ch) au titre de la promotion de la relève dans le domaine de la technologie d'évacuation des eaux.
- L'ASIC a soutenu la Plateforme Economie circulaire de Swiss Recycle dans le but d'encourager le développement durable de l'économie circulaire en Suisse.
- Dans le cadre de la formation de fontainier de l'Association pour l'eau, le gaz et la chaleur (SVGW), notre directeur Clemens Baschung a présenté en janvier un exposé sur l'étude, la construction et l'exploitation des captages d'eau souterraine.
- Aussi bien notre président Marco Sonderegger que notre directrice adjointe Rebecca Knoth-Letsch ont présenté au Symposium sur les déchets de l'Université de St-Gall (HSG) les perspectives en matière d'économie circulaire au niveau communal.

Effectifs des membres par catégorie



Villes et communes par habitant



Membres

L'ASIC compte 292 membres au 31.12.2023. Côté adhésions figurent 13 villes et communes, 3 associations intercommunales, 3 donateurs, 1 canton et 1 membre d'honneur. La majorité de nos membres sont des villes et des communes comptant entre 2'000 et 10'000 habitants. Côté démissions figurent 3 communes et 6 donateurs. La composition des membres est la suivante: 212 villes et communes (73%), 28 associations intercommunales (10%) ainsi que cantons, donateurs et membres d'honneur (17%). Depuis 2019, le nombre de membres progresse de 2% en moyenne par année. Durant l'exercice sous revue, nos membres se sont engagés non seulement dans leur domaine d'activité, mais aussi dans l'organisation d'anniversaires, d'inaugurations et de manifestations pour sensibiliser et informer la population. Ainsi, STRID SA (Gestion des déchets pour le Nord Vaudois) a fêté ses 30 ans. Le service Entsorgung St. Gallen (esg) a fêté l'inauguration de la nouvelle installation d'épuration des fumées ainsi que les cinquante ans de l'UIOM et de la STEP à la Sitterschlaufe, notamment en organisant une course de caisses à savon construites avec des matériaux recyclés. Le Gewässerschutzverband Region Zugersee (GVRZ) tout comme le Abwasserverband Glarnerland ont ponctué la mise en service de nouvelles installations (centrale de biogaz, quatrième palier d'épuration pour l'élimination des micropolluants) en organisant une journée portes ouvertes et une petite fête populaire. Le Werkhof Olten a lui aussi organisé un événement très suivi pour la



mise en service d'installations impressionnantes pour lutter contre les conséquences des déchets nomades. Mentionnons encore le nouveau livre cache-cache de notre donateur, Hunziker Betatech AG, illustrant en sept pages le cycle de l'eau et les infrastructures nécessaires, l'entretien, les points sensibles, la consommation d'énergie, l'ingénierie nécessaire et bien plus encore. ┘

Nos membres s'engagent pour l'humain et l'environnement.



Cours et manifestations

Avril / Octobre:

Notre désormais traditionnel cours pour chefs de voirie de deux jours a eu lieu à Nottwil et à Pfäffikon. Il s'agit d'une formation continue très fournie qui permet d'approfondir les compétences techniques et pratiques dans tous les secteurs de la voirie communale, en particulier les bonnes pratiques pour l'entretien des espaces verts communaux et l'expérience d'acteurs passionnés par les métiers de la voirie.

Juin / Septembre:

Egalement devenu tradition, le séminaire Gestion de la voirie a été complété par un volet sur le nouveau guide ASIC «Saisie des prestations et calcul des coûts pour les centres de voirie communaux», expliquant comment fixer les prestations, les niveaux de prestation et leurs coûts. Autre nouveau volet, l'équilibre entre professionnel et privé est abordé sous l'angle du bien-être des équipes de voirie - un facteur déterminant pour le bon fonctionnement des services de voirie. Le séminaire annuel «Conduite d'équipe et Leadership au sein d'un service communal à vocation technique» s'est tenu à Vevey, en français. Ce séminaire s'adresse aux cadres communaux des services techniques et permet de mieux comprendre les ficelles de la conduite en équipe. ┘

Cours / manifestations 2023

Date / lieu

InfraAcademy

Cours pour chefs de voirie	20 + 21 avril à Pfäffikon
Séminaire: Conduite d'équipe et leadership au sein d'un service communal à vocation technique	13 juin + 26 septembre à Vevey
Séminaire Gestion de la voirie	21 juin au centre de voirie d'Aarau
Séminaire Gestion de la voirie	6 sept. au centre de voirie d'Aarau
Cours pour chefs de voirie	26 + 27 octobre à Nottwil

InfraEvents

Congrès sur le recyclage (en coopération avec Swiss Recycle)	27 janvier à Bienne et en distanciel
Conférence sur les marchés publics durables	2 mai à Soleure
Assemblée générale ASIC	7 juin à Berne
Suisse Public / Suisse Public SMART	6 - 9 juin à Berne
Rencontre annuelle de la charte pour le climat et l'énergie	21 septembre à Berne

InfraStudio

Café en ligne sur le thème «Ville éponge: les infrastructures bleu-vert»	30 août, en distanciel
Café en ligne sur le thème «Exigences & changements climatiques: le grand écart du service hivernal»	13 décembre, en distanciel



Organisé en mode hybride par l'ASIC et Swiss Recycle, le **Congrès sur le recyclage** atteint un nouveau record d'affluence, avec près de 400 participants! Points forts: monopole des déchets, tendances et approche matières premières, image & évolution du secteur du recyclage.



Conjointement avec l'UVS et l'ACS, l'ASIC soutient le **contre-projet indirect à l'initiative pour la biodiversité** et s'investit dans l'événement organisé à ce sujet par le groupe parlementaire Politique communale durant la session de printemps.

L'ASIC coorganise la 3^e édition de la **Conférence sur les marchés durables (TnöB)**, suivie par près de 200 responsables des achats publics. Thèmes: échanges d'expériences entre services d'adjudication et soumissionnaires, révision de la législation sur les marchés publics.



L'**assemblée générale** du 7 juin a lieu en même temps que Suisse Public SMART, dans le cadre d'un programme de 2 jours incluant différentes conférences, tables rondes et une soirée de réseautage réservée aux membres ASIC.



L'ASIC invite ses **conférenciers** une fois par an pour les remercier de leur engagement et pour envisager le développement de la formation continue. Elle a lieu cette année à Berne en marge du Clean-Up-Day.

Fin novembre, l'ASIC s'investit activement dans la fondation de l'Association **«RecyPac: économie circulaire pour plastique et briques à boissons»** dans le but de développer l'économie circulaire.



Après notre premier **Café en ligne** fin août sur le thème «Ville éponge - les infrastructures bleu-vert», une deuxième édition est organisée sur le thème «Exigences & changements climatiques - le grand écart du service hivernal».

Janvier

Février

Mars

Avril

Mai

Juin

Juillet

Août

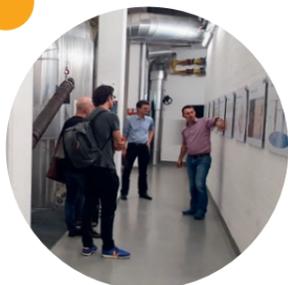
Septembre

Octobre

Novembre

Décembre

Première séance du nouveau **GT Réseaux thermiques** à Schlieren. But: accélérer le développement des réseaux thermiques.



L'ASIC est partenaire de **Suisse Public**, un salon de quatre jours pendant lequel le stand ASIC est le point de rencontre et d'échange privilégié pour les membres et les invités à propos des infrastructures communales et de leurs problématiques prioritaires.



L'ASIC est une section de l'Union des villes suisses et coorganise à ce titre la **Journée des villes** à Aarau. Ce grand rendez-vous des villes suisses est l'occasion de réseauter pour les membres.



Mi-septembre, **Daphné Rüfenacht** rejoint l'équipe de l'ASIC au poste de directrice adjointe.

Fin septembre se tient à Berne la première **Rencontre annuelle de la Charte pour le climat et l'énergie**, coorganisée par l'Alliance pour le Climat Suisse et l'ASIC.

Durant la session d'hiver, le Conseil des Etats décide de maintenir le **monopole cantonal sur les déchets** à l'issue des débats sur l'initiative parlementaire 20.433 «Développer l'économie circulaire en Suisse». L'ASIC avait fait front, conjointement avec l'ACS et l'UVS, pour le maintien dudit monopole.



Commissions techniques et groupes de travail



Nos six commissions techniques permanentes ainsi que nos six groupes de travail et groupes d'échange se réunissent deux à trois fois par année. Ces plateformes d'échange jouent un rôle essentiel pour la transmission du savoir et le réseautage de nos membres. Elles donnent accès au savoir-faire multiple et aux expériences des autres villes et communes. Les thèmes traités durant l'année sous revue sont développés ci-après.

L'ASIC s'est impliquée avec succès dans le débat politique en lien avec l'initiative parlementaire «Développer l'économie circulaire en Suisse», en faveur du maintien d'une bonne planificabilité de la gestion communale des déchets.

Commission technique Déchets & Recyclage

Economie circulaire: pas de libéralisation hors contrôle du monopole cantonal sur les déchets

Le Parlement entend promouvoir l'économie circulaire à travers l'initiative parlementaire 20.433 «Développer l'économie circulaire en Suisse». A ce propos, l'ASIC voit d'un œil critique la tendance à vouloir libéraliser la gestion des déchets urbains. En effet, l'idée de laisser à toute entreprise privée la liberté de proposer aux ménages privés la collecte des matières valorisables sans être au bénéfice d'une concession a fait l'objet d'un débat au Conseil national. Conjointement avec l'UVS et l'ACS, l'ASIC a proposé de laisser la souveraineté des concessions aux pouvoirs publics, mais d'autoriser les filières sectorielles de collecte à caractère obligatoire. L'idée est de maintenir la planificabilité des investissements pour les villes et les communes. En décembre, l'engagement des associations communales s'est avéré payant: le Conseil des Etats a suivi sa commission et a décidé de maintenir le principe du monopole cantonal

sur les déchets urbains. La collecte volontaire par des entreprises privées doit rester limitée aux fractions de déchets pour lesquelles le Conseil fédéral autorise un tel régime.

Collecte des emballages plastiques: quelle forme donner à un système national de collecte?

La collecte des emballages plastiques figurait au nombre des thèmes prioritaires 2023 de la commission technique Déchets & Recyclage (CT), qui a élaboré une unité de doctrine en la matière. Les membres de la CT ont décidé à l'unanimité de ne pas s'opposer à l'introduction de collectes sélectives des emballages plastiques. Toutefois, ils mettent en doute le bénéfice écologique de telles collectes. La question essentielle réside dans la forme que pourrait prendre une solution uniforme au plan national – à l'instar des objectifs de la nouvelle association «RecyPac – Economie circulaire pour plastique et briques à boissons», créée le 30 novembre 2023, de manière à pouvoir exploiter au maximum la circularisation des matières valorisables. L'ASIC est représentée par deux personnes au comité de la nouvelle association RecyPac.

Cockpit des déchets

Le projet pilote *Cockpit des déchets* vise à optimiser la gestion des déchets dans les collectivités publiques. Ce projet a été un succès. Les communes ont bénéficié des prestations suivantes: diagnostic, structuration du dossier, analyse comparative, recommandations et programme d'optimisation sur mesure. Les résultats de ce projet ainsi que le cockpit des déchets, modèle standard de dossier structuré comportant les principaux documents essentiels, peuvent être [téléchargés](#) gratuitement. Ce projet a été réalisé par les sociétés Kommunal Partner AG et Rytec AG, en collaboration avec l'ASIC, 16 communes pilotes et d'autres partenaires.

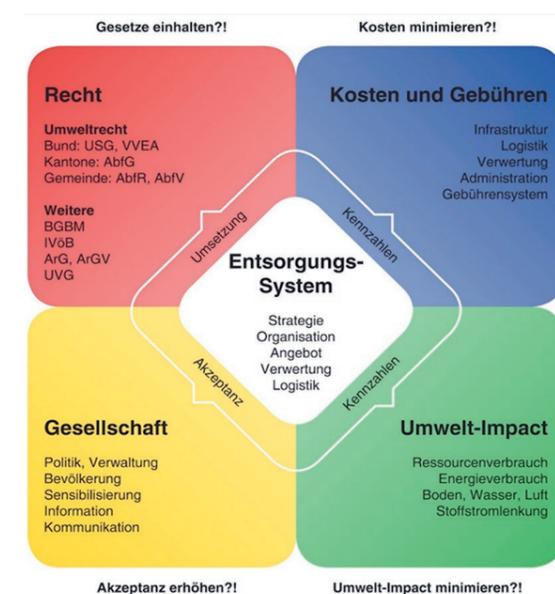
Contre le littering des mégots

Durant l'exercice sous revue, l'ASIC a participé à la table ronde «Produits du tabac» de l'OFEV. En parallèle, l'ASIC a signé une déclaration d'intention avec la ville de Zurich, l'Union suisse des paysans (USP), les acteurs de l'industrie du tabac, ainsi que l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), section Déchets urbains pour créer une campagne de sensibilisation contre le littering des mégots, modulée en fonction de la typologie des fumeurs et des régions, appuyée sur des bases scientifiques largement étayées.

Label OKS

Le label OKS (Offizieller Kehrichtsack) désigne le sac à ordures officiel. La directive OKS définit les sacs à ordures non taxés proposés sur le marché libre. Cette directive vise à uniformiser les sacs à ordures pour les ménages, l'artisanat et l'industrie. Associée à des normes de qualité et d'exécution, cette uniformisation garantit une élimination hygiénique, rationnelle et sans danger des déchets. Les sacs à ordures qui remplissent les conditions de la directive OKS reçoivent le label OKS. L'ASIC est propriétaire du label OKS, qui est une marque déposée.

En collaboration avec l'Ugra en tant qu'organisme de contrôle accrédité, l'ASIC a révisé fondamentalement la directives OKS: adaptation des paramètres de résistance, modification de la méthode d'essai de perforation, présentation du nouveau type de sac de 10 l (uniquement à titre informatif), informations sur l'échantillonnage ainsi que description de la procédure de suspension des séries d'essais et de la procédure en cas de non-conformité. La nouvelle directive OKS entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2024, après consultation et un délai transitoire pour la mise en œuvre par les fabricants. Consultez notre site à la page [OKS](#) pour en savoir davantage.



Groupe de travail Economie circulaire

Créé en novembre 2022, le Groupe de travail Economie Circulaire (GT) est complémentaire à la CT Déchets & Recyclage. L'agenda 2023 de ce groupe de travail était centré sur l'encadrement politique de l'initiative parlementaire 20.433 «Développer l'économie circulaire en Suisse». La séance de février a été l'occasion de rédiger un courriel d'information à la CEATE-N et de préciser la suite de la démarche politique, compte tenu des informations de la CT Déchets & Recyclage. Par ailleurs, l'agenda du GT Economie circulaire a été dominé par plusieurs priorités, notamment les échanges de vues concernant les projets de concrétisation et les défis liés à l'instauration d'une économie circulaire à l'échelon communal.



Commission technique Eaux usées

Gestion intégrée RESEAU-STEP-EAUX

Projet VSA: Ville éponge

L'ASIC est représentée au sein du groupe consultatif et à la direction du projet VSA «Ville éponge». Elle a également publié en janvier 2022 son «Catalogue d'exemples sur les bonnes pratiques de gestion des eaux pluviales», L'ASIC entend passer la vitesse supérieure avec ses partenaires pour mettre en œuvre une nouvelle gestion des eaux, mieux adaptée à l'évolution du climat. Ainsi, l'ASIC a participé début mai à une journée technique VSA dédiée aux questions de retenue des eaux et de protection des eaux. Pour l'ASIC, il ne s'agit pas seulement de retenir l'eau pour qu'elle puisse s'évaporer, mais aussi d'accroître la durabilité et la qualité de vie. La ville éponge englobe de multiples aspects: gestion des événements météorologiques extrêmes, mesures de protection de l'air et des eaux, développement de la biodiversité, amélioration des microclimats urbains, création d'espaces quasi naturels de détente, utilisation durable des ressources, rationalisation des coûts des systèmes d'évacuation à travers la réduction des risques. Aux yeux de l'ASIC, seule une approche globale permet d'intégrer tous ces facteurs pour tirer le meilleur parti des infrastructures bleu-vert. Par ailleurs, l'ASIC entend développer les échanges techniques entre ses membres à travers son nouveau format de communication, le Café en ligne, dont la première édition, consacrée au thème des infrastructures bleu-vert a eu lieu fin août.

Consultation VSA: guide PGEE 2023

S'appuyant sur l'avis de plusieurs de ses membres, l'ASIC a rédigé une prise de position à propos du guide PGEE 2023, dans laquelle elle salue le fait que le nouveau PGEE intègre les paramètres ville éponge, ruissellement et protection des eaux souterraines. Aux yeux de l'ASIC, il est essentiel d'aménager le PGEE en y intégrant à leur juste mesure les principes de la ville éponge.



Agenda 2023 de la CT Eaux usées: ville éponge, mise en œuvre des motions STEP 20.4261 (réduction des apports d'azote) et 20.4262 (élimination des micropolluants), circularisation du phosphore, modèle de gestion de la STEP en cas de pénurie d'électricité, zéro net dans la gestion des eaux usées.

Le guide est très détaillé, sinon exhaustif; il serait souhaitable de développer les différents documents du cahier des charges type du PGEE. Globalement, le guide PGEE constitue un large progrès. Le volet plan d'évacuation des eaux est mieux structuré et tient compte de données de base essentielles. Il reste toutefois un défi de taille, à savoir les ressources humaines à mobiliser pour concrétiser les mesures exigées.

Motions 20.4261 (réduction des apports d'azote) et 20.4262 (élimination des micropolluants)

Lors de sa séance de début mars, la CT Eaux usées a défini ses points de repère concernant les deux motions STEP 20.4261 «Réduction des apports d'azote provenant des stations d'épuration des eaux usées» et 20.4262 «Mesures visant à éliminer les micropolluants applicables à toutes les stations d'épuration des eaux usées». L'ASIC a participé aux travaux de la commission spécialisée et du groupe consultatif de l'OFEV, de même qu'aux travaux du groupe consultatif «Adaptation de la taxe sur les eaux usées».

20.4261 Réduction des apports d'azote

Cette motion entend obliger les STEP > 10'000 hab. à atteindre un taux de 75% pour l'élimination de l'azote. Les modalités selon lesquelles les STEP sont assujetties ou non à l'obligation d'avoir un palier de nitrification entraînent une couverture intégrale des zones de desserte. Mais cette approche rate son objectif: le bénéfice pour les cours d'eau doit être en équilibre avec le prix à payer. Il serait erroné de considérer uniquement la réduction de la charge polluante. La pesée des intérêts doit également tenir compte de l'objectif climatique zéro net de la Confédération.

20.4262 Elimination des micropolluants (EMP)

L'ASIC reste convaincue que l'ajout d'un palier EMP devrait plutôt faire l'objet d'un financement solidaire via la taxe sur les eaux usées, de manière à éviter que certaines STEP soient systématiquement défavorisées ou privilégiées en fonction de leur niveau de développement.

Circularisation du phosphore

La présentation des résultats des quatre groupes de travail «Mise en œuvre dans les cantons», «Financement», «Technique» et «Produits P» (l'ASIC est directement représentée dans les deux premiers GT) a mis un premier point final au projet **SwissPhosphor** lancé en 2018 par l'OFEV. Ces résultats sont réunis dans trois rapports, téléchargeables depuis le site web de l'OFEV.

GT Mise en œuvre dans les cantons

Le rapport du GT «Mise en œuvre dans les cantons» établit les bases générales de la valorisation des boues d'épuration, et de la répartition des responsabilités dans les cantons pour la mise en œuvre de la circularisation du phosphore.

L'ASIC s'engage pour une approche différenciée de la protection de l'environnement et des eaux.

GT Financement

Le rapport du GT «Financement» présente différents modèles de financement. Les trois modèles les plus prometteurs se fondent tous sur le relèvement de la taxe sur les eaux usées.

GT Technique et GT Produits P

Le rapport du GT «Technique» fait le point sur les différents procédés de récupération du phosphore et sur l'état actuel des différentes installations à l'étude. Le GT «Vente des produits P» a pour sa part analysé les potentiels de marché pour les produits issus du recyclage du phosphore. Il s'agit essentiellement de l'acide phosphorique et des engrais phosphorés.

Suite de la démarche

La récupération du phosphore ne pourra pas être mise en œuvre à partir de 2026, malgré l'échéance du délai transitoire de dix ans. Compte tenu de la révision nécessaire de l'OLEP, le train d'ordonnances devrait entrer en vigueur fin 2025, la consultation devrait quant à elle débuter fin 2025, et la consultation quant à elle débuter fin 2024. Aux yeux de l'ASIC, la circularisation du phosphore reste bien difficile à envisager tant que la Confédération n'offre pas de financement propre à couvrir les risques et qu'il n'y a pas de sécurité de planification pour les exploitants.





Modèle «Gestion des STEP en cas de pénurie d'électricité»

L'OFEV entend exclure les STEP d'un éventuel contingentement en cas de pénurie d'électricité. En concertation avec les faitières ASIC et VSA ainsi que l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE) et la Conférence des chefs des services de la protection de l'environnement (CCE), l'OFEV a proposé d'élaborer un modèle pour la gestion des STEP en cas de pénurie d'électricité à l'attention du Conseil fédéral. Ce modèle vise à définir les mesures à appliquer en cas de contingentement. La CT Eaux usées salue la visée du modèle. Elle propose une démarche pragmatique tenant compte des spécificités de chaque STEP. En clair, toutes les STEP de Suisse sont appelées à économiser l'électricité pour prévenir le délestage périodique du réseau, lequel pourrait entraîner des conséquences imprévisibles sur les installations et par conséquent sur les eaux naturelles. La mise en consultation du modèle est prévue pour le printemps 2024, après l'approbation du projet d'ordonnance par les autorités concernées.

Protection des infrastructures critiques

Dans le cadre de la Stratégie nationale de protection des infrastructures critiques (PIC) et de la Cyberstratégie nationale (CSN), le Conseil fédéral a donné mandat de passer en revue les infrastructures critiques dans tous les secteurs (donc, les eaux usées aussi) dans le but d'évaluer les éventuels risques de défaillance grave et de mettre au point les mesures de résilience adéquates. Parmi les risques principaux, on retient par exemple les pannes / pénuries d'électricité ou les cybermenaces. Fin décembre, l'ASIC a participé aux travaux d'un groupe d'experts de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP). L'objectif est de mener à bien ces travaux d'ici à mi-2024. La mise en œuvre des mesures de résilience est susceptible de durer plus longtemps.

Train d'ordonnances agricoles 2023

Dans son avis concernant le [train d'ordonnances agricoles 2023](#) mis en consultation en mai 2023, l'ASIC rejette résolument l'assouplissement des objectifs de réduction pour l'azote et le phosphore, tel que proposée à l'art. 10a, let. a, soit de 20% à 15%. D'entente avec Union des villes suisses et Association des Communes Suisses l'ASIC a motivé son opposition en se référant à sa position au sujet de la motion [20.4261](#) visant une réduction des apports d'azote provenant des stations d'épuration des eaux usées - motion qui a entre-temps passé la rampe du Conseil national. Les mesures doivent être prises à la source, c'est-à-dire au niveau de l'agriculture, premier responsable, et non au niveau des stations d'épuration, où des réductions supplémentaires de l'azote ne produisent aucun effet. L'objectif de réduction des pertes d'azote et de phosphore a une influence directe sur les ressources d'eau potable, lesquelles sont déjà affectées par la charge en nitrates. En novembre, le Conseil fédéral a approuvé le train d'ordonnances, sans tenir compte de notre objection. Il s'agit là d'une décision peu courageuse de la part du Parlement, téléguidée par le lobby agricole, qui contredit l'initiative parlementaire [19.475](#) «Réduire le risque de l'utilisation des pesticides». Elle ira à la charge de l'environnement et de notre santé, mais aussi à celle à la charge des payeurs de taxe, sachant qu'il faudra maintenant financer des solutions techniques de type end-of-pipe au niveau de la production d'eau potable.

GT Exploitants des réseaux de canalisations

Excursion technique 2023

L'excursion technique 2023 du GT Exploitants des réseaux de canalisation nous a conduits à Zermatt, à la mi-juin. La visite de la STEP Zermatt ainsi que la présentation des activités et de l'organisation du service des travaux publics nous ont permis de découvrir les multiples défis auxquels les infrastructures communales de Zermatt doivent répondre en termes d'étude, de construction, d'exploitation et de maintenance. La maîtrise de ces défis a de quoi impressionner, si on considère notamment la topographie, la faible densité de



population, les fortes variations saisonnières et le changement climatique.

Mise en consultation de la directive VSA Gestion du système global réseau d'assainissement - STEP - milieu récepteur

Cette directive cible un thème figurant à l'agenda de la CT Eaux usées et du GT Exploitants des réseaux de canalisations. L'ASIC plaide par principe pour une approche globale de la filière Eaux usées, de l'évacuation des eaux des biens-fonds au milieu récepteur. Dans son avis de consultation, l'ASIC salue d'emblée la visée de la directive, mais relève le niveau quasi hors d'atteinte d'un tel dispositif, ainsi qu'un important décalage par rapport à la vision des exploitants. Les aspects de propriété, de responsabilité et de gestion des interconnexions méritent un approfondissement tant sous l'angle juridique que technique. Il y a également lieu d'explicitier les aspects organisationnels. Les possibilités techniques, les coûts d'investissement et d'exploitation nécessaires à la mise en place obligatoire des équipements de mesure sont sous-estimés. La mobilisation des ressources humaines et des compétences requises pour l'exploitation permanente du dispositif de mesure, de commande et de régulation (MCR) ne sont pas abordés pour des motifs d'ordre sociotechnique.



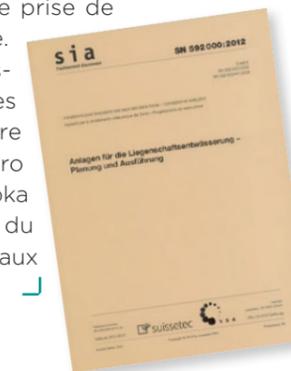
La version définitive de la directive sera publiée en 2024, conjointement avec la recommandation «Diagnostic hydraulique du système de gestion des eaux urbaines» et le nouveau «Guide PGEE».

GE Evacuation des eaux des biens-fonds

Le groupe d'expérience réunissant une fois par année les responsables de l'évacuation communale des eaux des biens-fonds a tenu séance pour la quatrième fois fin mars, avec un agenda centré sur la révision de la norme SN 592'000.

Révision de la norme SN 592'000

Datant de 2013, la norme SIA SN 592 000 «Installation pour l'évacuation des biens-fonds - Conception et exécution» a été révisée et mise en consultation avec un délai de réponse à fin avril 2023. Se fondant sur l'avis des membres du Groupe d'expérience Evacuation des eaux des biens-fonds (GE), l'ASIC a également rédigé ici une prise de position amplement commentée. Elle s'arrête sur certaines questions de principe, par exemple les différences de terminologie entre la SN 592'000 et le VSA. Sandro Barilli (Lucerne) et Andreas Konopka (Zurich), tous deux membres du groupe d'échange, ont participé aux travaux de l'équipe de révision.



CT Réseau routier

«Mieux, mais pas plus longtemps»: électrification des véhicules communaux

Le 8 juin 2023, SRF a diffusé une émission sur l'électrification croissante des véhicules de voirie dans les villes et les communes, et un reportage sur les balayeuses électriques, qui gagnent du terrain dans les communes, avec une interview de notre directeur. Ces contributions mettent en lumière une tendance croissante à l'électrification du parc de voirie dans les villes et les communes. L'ASIC s'engage pour que les services communaux misent sur une mobilité plus durable et plus écologique.

Acquisition de véhicules communaux

Développé par l'ASIC en collaboration avec la Communauté d'intérêts pour la technique communale (SIK), l'outil excel pour l'achat de véhicules communaux (véhicules plateformes, transporteur, minitracteurs, balayeuses, balayeuses électriques) a été testé, puis mis en vente en fin d'année. Cet outil facilite l'acquisition des véhicules communaux pour les villes et les communes de taille modeste. Renseignements: voir sous [News\Strassen\BeschaffungsTool Kommunalfahrzeuge](#).

Agenda 2023 du GT Exploitants des réseaux de canalisations: ville éponge, technicien spécialisé dans l'entretien des installations d'évacuation des eaux usées, diverses consultations VSA et SIA, ventilation des ouvrages spéciaux.



Service hivernal

Le service hivernal demeure un sujet de discussion, comme en témoignent les débats de la CT ou les questions posées durant nos cours pour chefs de voirie. Les questions portent sur les possibilités de rationalisation du service hivernal et sur l'influence du changement climatique ainsi que sur l'évolution de la mobilité en zone urbaine et les incidences sur le service hivernal. L'ASIC a consacré son deuxième Café en ligne à ce sujet mi-décembre pour tenter de répondre à ces questions (la présentation est disponible sur l'InfraNet, sous InfraStudio\Online-Kaffee). De plus, l'ASIC a organisé un atelier pour examiner s'il était judicieux de relancer le congrès national du service hivernal, organisé par l'ASIC.

- Recommandation «Acquisition et gestion de véhicules et de machines dans le domaine communal» (2014)
- Guide «Maintenance de la valeur des routes» (2017) > révision en 2024
- Manuel «Saisie des prestations et calcul des coûts pour les centres de voirie communaux» (2022)

Adaptation des prix et nouveau modèle de conditions des Salines Suisses SA

Dans le cadre de notre format en distanciel «InfraStudio», nous avons invité en février les représentants des Salines Suisses SA pour présenter à la CT Réseau routier leur nouveau modèle de prix et de conditions, valable dès le 1^{er} avril 2023. Les discussions ont porté sur les modèles de financement des clients, la gestion des silos, l'exactitude des livraisons et l'avenir des échanges entre l'ASIC et les Salines Suisses. Pour en savoir davantage à ce sujet, voir infranet, sous CT Réseau routier/salage.

Publications

L'ASIC a publié bon nombre de guides pratiques, de recommandations, modèles de documents, manuels et autres documentations, notamment dans le domaine du réseau routier et de l'entretien. Ces publications sont mises à disposition de nos membres, en partie gratuitement, via notre espace de téléchargement ou notre InfraShop, par exemple:



Agenda 2023 de la CT
réseau routier: ville
éponge, ameublement, tri
sélectif des matières dans
l'espace public,
acquisition de véhicules
communaux/véhicules
électriques, asphalte vert,
analyse comparative de
l'entretien des routes, ser-
vice hivernal et nouveau
modèle de prix des Salines
Suisses SA, normes VSS.

GT CCP dans l'entretien des routes

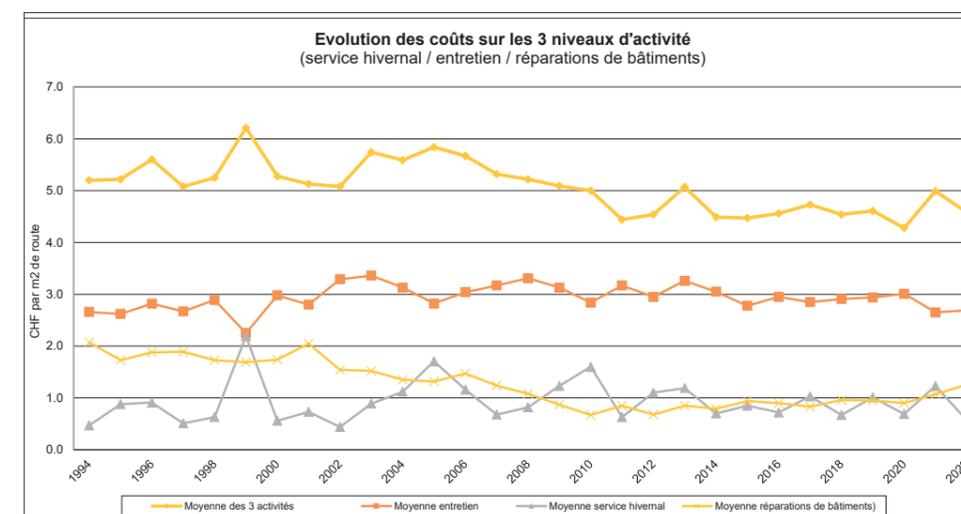
Le groupe de travail Contrôle des coûts et des prestations est formé par les villes Aarau, Bâle-Ville, Berne, Bienne, Coire, St-Gall, Wil, Winterthour, Zurich ainsi que par les communes d'Ostermundigen et Pully. Le GT CCP tient depuis 1994 une statistique pour trois centres de coûts, à savoir le service hivernal, le service de voirie et l'entretien des routes. L'analyse comparative de ces données permet de conclure que l'évolution des coûts est régressive sur le long terme. Etant donné la durée du projet, on observe des augmentations ponctuelles de coûts (voir graphique). Les coûts moyens de l'entretien des routes se montent à CHF 4.58 par m² de chaussée, ventilés pour 2022 comme suit: CHF 2.69 pour le nettoyage, CHF 0.57 pour le service hivernal et CHF 1.26 pour l'entretien courant de la chaussée. Etant donné la participation discontinuée à la collecte des données, il faut considérer ces résultats avec prudence. Toutes les informations et les graphiques peuvent être consultés

sur notre InfraNet, sous «CT Réseau routier». L'évolution des coûts pour l'exercice 2023 sera établie en automne 2024, dès que les données pertinentes seront disponibles.

CT Immobilier

Intégration de la VSLI

Durant l'exercice sous revue, des démarches préparatoires ont été entreprises en vue de l'intégration de l'Association des directeurs de l'immobilier public VSLI, en particulier la mise au point d'un contrat d'intégration. Le but est d'intégrer la VSLI au sein de l'ASIC après approbation de la transaction par les assemblées générales respectives en 2024. La dissolution de la VSLI et son intégration sont prévues au 1^{er} janvier 2025. Le parc immobilier de la Confédération, des cantons et des quelque 1200 villes et communes se chiffre à plus de CHF 300 milliards en termes de valeur d'acquisition. L'immobilier public représente donc un patrimoine ad-



ministériel et financier essentiel au plan économique et social. La gestion du portefeuille immobilier des collectivités a fortement évolué au cours de ces 25 dernières années. Les responsables de l'immobilier public cherchent à collaborer et à partager leurs expériences. Voici 70 ans que la VSLI remplit ses bons offices. Mais ses membres souhaitent accélérer la professionnalisation des structures, qui est déjà réalité à l'ASIC avec la CT Immobilier. Les trois GE Droit immobilier, Ventilation-refroidissement-mesure dans les établissements scolaires et les bâtiments publics, Analyse comparative des bâtiments pour l'entretien, l'énergie et le Facility Management, complètent idéalement le portefeuille de l'ASIC. De plus, le traditionnel Swiss Public Real Estate Forum (SPREF), qui a lieu chaque année depuis 15 ans, deviendra dès 2024 l'un des rendez-vous incontournables de l'agenda annuel de l'ASIC.

BIM pour le parc immobilier municipal

En Suisse, la ville de Thoue joue un rôle précurseur dans la numérisation de ses projets de construction et des bâtiments publics. Grâce à la création d'un poste BIM à temps complet (100%), le Service des bâtiments municipaux a mis au point une stratégie BIM remarquable, qui a été présentée fin mars à la séance de la CT Immobilier. A ce jour, les bâtiments municipaux ont pratiquement tous été numérisés à l'aide d'un scanner 3D et intégrés dans un logiciel BIM. Voici les avantages:

- toutes les surfaces et bâtiments de la ville sont désormais connus
- les données et les plans des bâtiments sont disponibles en tout temps de manière centralisée
- la gestion numérique des bâtiments devient réalité en reliant les données d'exploitation avec le modèle de gestion des ouvrages

La ville de Thoue appliquera désormais la méthode BIM pour la conception et la réalisation de tous ses futurs projets de construction. Le constat est net: un Facility Management durable présuppose une approche durable dans la conception et la construction. ┘



CT Climat & Environnement

La CT Climat & Environnement s'est réunie à trois reprises durant l'exercice sous revue, soit le 22 mars à l'Hôtel de ville d'Olten, le 23 août à Zurich et le 30 novembre en distanciel. Outre les points récurrents à l'ordre du jour, tels qu'échanges d'expériences et informations sur les projets législatifs en cours au plan fédéral, la CT a débattu de l'évolution à donner à la Charte pour le climat et l'énergie.

Charte pour le climat et l'énergie

Depuis sa publication en mai 2020, la Charte pour le climat et l'énergie de l'Alliance pour le Climat Suisse a déjà été ratifiée par 84 villes et communes, totalisant 2,28 millions d'habitants (état fin 2023). En clair, plus de 25 % de la population habite dans une ville ou une commune qui s'engage activement pour la protection du climat. En 2023, 13 communes totalisant près de 95'000 habitants ont rejoint les signataires. La Charte pour le climat et l'énergie réunit les villes et les communes signataires dans un engagement conjoint en faveur de la protection du climat.

Les efforts pour promouvoir activement la Charte ont été quelque peu ralentis par la pandémie et le changement de direction. Les travaux ont repris durant l'exercice sous revue. 24 villes et communes ont rempli le formulaire «Carte de visite et objectifs climatiques». Ce formulaire présente de manière synoptique les objectifs et les mesures de protection climatique mises en œuvre ou planifiées de chaque ville ou commune.

En septembre, l'ASIC a organisé la première Rencontre annuelle de la Charte pour le climat et l'énergie à Berne. Cette rencontre a été l'occasion de braquer les projecteurs sur les bonnes pratiques communales en matière de protection du climat et sur les défis qui en découlent. Les débats ont également porté sur différents modèles de monitoring ciblant les mesures de protection du climat et les émissions de gaz à effet de serre. La Rencontre s'est achevée sur la visite de la centrale énergétique Forsthaus exploitée par ewb (Energie Wasser Bern). ┘

Agenda 2023 de la CT Immobilier: logements pour demandeurs d'asile, BIM, bâtiments scolaires, réseaux thermiques, Standard Bâtiments 2019.1.



Alliance pour le Climat Suisse

L'ASIC héberge le secrétariat de l'Alliance pour le Climat Suisse, d'entente avec la CT Climat & Environnement. Dans le cadre de cette alliance nationale, la première Rencontre annuelle de la Charte pour le climat et l'énergie s'est déroulée avec succès à Berne, avec le soutien organisationnel de l'ASIC. L'Alliance pour le Climat Suisse a tenu en octobre sa conférence annuelle et son assemblée générale à Modène. En décembre, les membres de l'Alliance pour le Climat Europe ont par ailleurs été convoqués en assemblée extraordinaire. Le comité a présenté les résultats du processus visant à transformer l'Alliance en Sàrl et a expliqué les changements juridiques et opérationnels qui en découlent pour l'Alliance.

L'Alliance pour le Climat Suisse compte 23 membres totalisant 1,37 million d'habitants. 16% de la population suisse vit donc dans une commune signataire! ┘

GT Biodiversité

En décembre 2022, le nouveau GT Biodiversité a été créé pour succéder à un ancien groupe d'échange. Ses activités comprennent la formation des avis politiques, la rédaction des prises de position reflétant le point de vue des communes, ainsi que les thèmes d'actualité. Lors de sa séance du 12 décembre, le GT s'est informé au sujet du projet «Biodiversité. Maintenant!».

Contre-projet indirect à l'initiative Biodiversité

Le GT a amplement débattu du contre-projet indirect à l'initiative Biodiversité. La CEATE-E a mené en janvier 2023 une petite audition pour amorcer les délibérations à ce sujet. L'ASIC a pu y participer par la voix de l'Union des villes suisses et de l'Association des Communes Suisses. De plus, l'ASIC s'est exprimée à plusieurs reprises sur ce projet, conjointement avec les associations communales, à travers l'envoi de courriels aux commissions du Conseil national et du Conseil des Etats. Aux yeux des associations communales, le contre-projet

L'ASIC entend dynamiser les échanges entre les villes et les communes engagées et améliorer la visibilité de l'engagement précieux des villes et des communes en faveur de la protection du climat.

prévu aurait été un bon compromis. Il aurait permis de mettre l'accent sur la biodiversité fonctionnelle et sur l'amélioration qualitative des zones de biodiversité. Il n'aurait pas été nécessaire de modifier le droit agraire. En revanche, les villes et les agglomérations auraient pu être assujetties à des obligations supplémentaires, ce que les associations communales auraient soutenu. Malgré tout, le Conseil des Etats a suivi sa CEATE-E durant la session d'hiver et a maintenu sa décision de ne pas entrer en matière sur le contre-projet indirect à l'initiative Biodiversité. La majorité du Conseil des Etats a campé sur ses positions, à savoir que le droit en vigueur permettait de garantir des zones d'intérêt particulier suffisantes pour la biodiversité. L'initiative Biodiversité sera donc soumise au scrutin populaire en 2024 sans contre-projet.

Prix Binding pour la biodiversité

Le prix Binding pour la biodiversité, institué par la Fondation Sophie et Karl Binding, honore les projets témoignant d'un engagement efficace en faveur de la biodiversité. A travers les projets lauréats, la Fondation entend motiver les responsables décisionnels à s'orienter vers le développement de la biodiversité. En 2023, le premier prix a été décerné aux projets de valorisation du site «Pra Roman» de la coopérative Codha et de l'association «Sur le Pra» à Lausanne. L'association des habitants a développé conjointement avec le maître d'ouvrage, la coopérative Codha, une oasis de verdure pour la population et la nature. La participation précoce de tous les concernés a permis d'instaurer une approche écologique et un espace biodiversifié quasi naturel permettant de promouvoir la biodiversité d'une manière exemplaire et de contribuer ainsi au bien-être de tous les habitants. ┘



CT Energie

Pénurie énergétique: enseignements de l'hiver 2022/2023

La CT Energie estime que le risque de pénurie d'énergie a bien été communiqué. Pour maintenir la crédibilité de la problématique, le Conseil fédéral avait décidé de ralentir la communication durant les mois d'été pour l'accélérer au besoin en automne. De nombreuses communes avaient suspendu certaines mesures d'économie d'énergie début avril. Néanmoins, bon nombre de mesures ont été maintenues à titre soit provisoire, soit permanent (exemple à Zurich: optimisation de l'éclairage dans les bâtiments publics). Il s'est avéré que l'abaissement des températures de chauffage dans les bâtiments publics et les transports publics a été très efficace en termes d'économies d'énergie. De manière générale, ces mesures ont été plus faciles à mettre en œuvre qu'imaginé initialement. Certaines communes avaient tenté d'analyser l'effet des mesures d'économie d'énergie. Il s'est avéré que, par rapport aux années précédentes, la consommation de gaz a nettement plus baissé que la consommation d'électricité. Toutefois, ces analyses n'ont pas de base scientifique. Il faudrait confier l'analyse des données aux hautes écoles. Les membres de la CT supposent que l'augmentation des coûts de l'énergie durant l'hiver 22/23 a eu plus d'impact sur les économies d'énergie que les appels aux économies pour prévenir un éventuel risque de pénurie énergétique.

Information sur la législation nationale

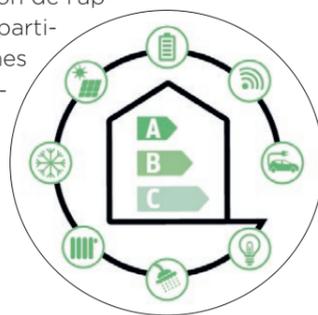
Lors de sa séance d'octobre, la CT Energie a passé en revue les projets de loi fédéraux, en particulier l'objet fédéral 21.047 «Approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables» (acte modificateur unique). Cet acte modificateur unique prévoit notamment des objectifs de développement ambitieux pour les énergies renouvelables ainsi que de nouveaux objectifs de développement pour la production hivernale d'électricité. Toutefois, le référendum a abouti, de sorte que le projet de loi sera soumis au scrutin populaire en 2024. La CT Energie s'est penchée par ailleurs

sur l'objet fédéral 22.061 «Loi sur le CO₂ pour la période postérieure à 2024», notamment l'affectation des montants perçus via la taxe sur le CO₂ ainsi que la part nationale aux objectifs de réduction.

Révision partielle du modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC)

Lors de sa séance plénière de fin août, la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) a ouvert la révision du MoPEC concernant la production d'électricité et de chaleur à la consultation des experts. De concert avec l'Union des villes suisses, l'ASIC salue le développement du MoPEC en «modules de hub énergétique», en particulier la poussée du nouveau MoPEC en direction de la production d'électricité et de chaleur. Il incombe aux cantons de transposer le plus rapidement possible ces nouvelles dispositions dans leur législation pour que celles-ci puissent déployer tous leurs effets.

Bon nombre de villes et de communes ont fixé leurs propres objectifs zéro net – en partie dans le règlement communal. Des objectifs communaux ambitieux devraient absolument pouvoir être maintenus, même si le canton concerné édicte d'autres directives. La valorisation du potentiel d'autoproduction d'électricité dans les zones bâties implique que les bâtiments existants soient aussi considérés. Voilà pourquoi l'ASIC a expressément salué l'introduction d'une nouvelle obligation de production d'électricité en cas de rénovation des toits des bâtiments existants. De plus, l'ASIC entend rappeler l'importance essentielle des réseaux thermiques pour la décarbonation de l'approvisionnement en chaleur, en particulier dans les villes et communes très peuplées. Le projet du module «Production de chaleur» cible la production de chaleur décentralisée. L'ASIC estime important de réglementer les réseaux thermiques.



L'ASIC s'est engagée pour que les communes puissent partager au mieux leur savoir-faire afin de parer à toute pénurie éventuelle d'énergie.

Standard Bâtiments

Le «Standard Bâtiments 2019.1 – Energie et environnement des constructions publiques» est un instrument essentiel pour transposer la stratégie énergétique 2050 et pour atteindre les objectifs climatiques au niveau communal et indirectement aussi au niveau national. Cet instrument a été créé à l'origine par les grandes villes. Il a été élaboré par l'ancienne CT Energie (groupe d'échange des délégués à l'énergie des grandes villes) de l'organisme précurseur de l'ASIC.



L'harmonisation des labels, décidée en 2022, implique la suppression de différents labels. Ainsi en 2024, le label Site 2000 watts sera supprimé au profit des nouveaux labels Minergie-Quartier et SNBS-Quartier. Les travaux correspondants ont été amorcés fin 2023 par l'Association Cité de l'énergie et l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), en collaboration avec l'ASIC.

GT Réseaux thermiques

En janvier 2023, l'ASIC a créé un nouveau groupe de travail Réseaux thermiques. Ce GT a pour objectif de favoriser les échanges d'expériences et l'accélération des processus pour le déploiement rapide des réseaux thermiques dans les villes et les communes. Lors de sa séance d'avril, le GT a initié des échanges avec l'Association Géothermie Suisse et l'Association Réseaux Thermiques Suisse. Fin septembre, les membres du GT ont visité les installations du Wärmeverbund Riehen.

Développement des réseaux thermiques

Les villes, les communes, les cantons et la Confédération ont signé en août 2022 une «Charte visant à accélérer le développement des réseaux thermiques». La nécessité de promouvoir les réseaux thermiques est désormais reconnue. Un programme triennal a été lancé pour encadrer la coopération entre Confédération, cantons, villes et communes. Les membres du GT Réseaux thermiques ainsi que de la CT Energie se sont engagés dans la création d'une bibliothèque «Etude des réseaux thermiques». Cette bibliothèque en ligne depuis décembre 2023 sera complétée en permanence.

Marchés publics

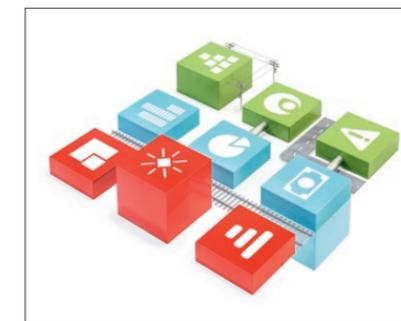
Dans le cadre des dossiers qui lui sont confiés par l'Union des villes suisses, l'ASIC représente les intérêts des villes et des communes dans le secteur des marchés publics.

Valeurs seuils AIMP 2024/2025: inchangées

Selon une communication de l'AIMP de fin novembre, les valeurs seuils de l'Accord intercantonal sur les marchés publics demeurent inchangées pour 2024/2025. Il en va de même pour les valeurs seuils applicables au niveau fédéral et cantonal. L'ASIC, l'UVS et l'ACS ont défendu cette cause auprès de la Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP). Aux yeux des associations communales, la marge de manœuvre des cantons, des villes et des communes doit rester aussi intacte que possible, c'est-à-dire sans restriction, sur les marchés non soumis aux accords internationaux. En effet, ces marchés concernent la majorité des achats opérés par les villes, les communes et les petits cantons. Selon un avis de droit, une forte augmentation du nombre de projets de construction atteignant les valeurs seuils des marchés soumis aux accords internationaux entraînerait des surcoûts considérables. Il faut donc fixer les valeurs seuils assez haut pour que l'avantage concurrentiel dépasse le surcoût macroéconomique d'une telle procédure en cas normal. Précisément en situation de crise, les villes et les communes ont tout intérêt à pouvoir alimenter la chaîne de valeur ajoutée régionale et fournir un soutien rapide et ciblé à l'économie locale. La Suisse bénéficie d'une culture bien établie en ce qui concerne les appels d'offres. Cette approche professionnelle évolue sans cesse, mais elle a fait ses preuves en pratique et jouit d'un capital de confiance très élevé dans l'économie et la société grâce aux mécanismes de contrôle en place.

Cours d'introduction SNBS Infrastructure

Fin septembre, l'ASIC a organisé, en collaboration avec la KBOB et le NNBS (Réseau Construction durable Suisse), un cours d'introduction en ligne aux normes pour la construction durable en Suisse (SNBS), destiné aux maîtres d'ouvrage et aux concepteurs en charge des infrastructures publiques des villes et des communes. Le SNBS Infrastructure permet de planifier, de construire, d'exploiter et de développer de manière durable des bâtiments pour la mobilité, l'eau, les ouvrages de protection, l'énergie et la communication. L'évaluation de la durabilité prend en compte l'ensemble du cycle de vie.



Numérisation

Création de valeur ajoutée

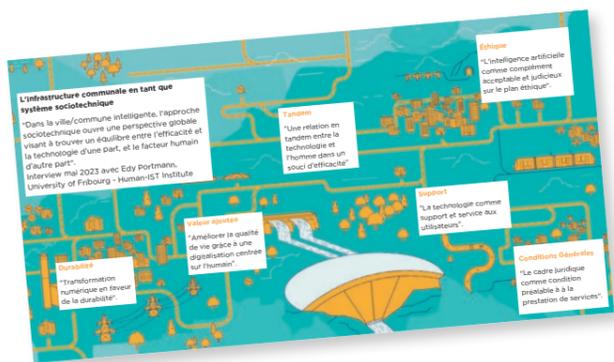
L'ASIC s'engage pour que le progrès technologique et ses solutions intelligentes pour les infrastructures communales favorisent toujours les utilisateurs en les intégrant, ce qui crée une valeur ajoutée.

Il y a valeur ajoutée par exemple lorsque la numérisation des processus métiers d'un service de voirie rationalise le nettoyage en fonction des besoins, moyennant des itinéraires de travail conditionnés par le niveau des réservoirs, comme le pratique la voirie de Bâle-Ville. Ou lorsque l'optimisation des transports des ordures ménagères et de l'élimination des déchets vise à rationaliser la logistique des tournées selon les quantités de déchets récoltés, comme l'étudie un projet de la ZHAW. Ou encore lorsque notre Café en ligne de mi-décembre sur le thème «Exigences & changements climatiques: le grand écart du service hivernal» débouche sur un échange d'informations au sujet de capteurs mesurant la température de la chaussée ou un système de navigation à commande orale avec salage automatique. Ici aussi, il y a valeur ajoutée. De plus, la numérisation et les techniques de commande modernes jouent un rôle important dans l'amélioration de la protection des eaux moyennant une gestion du système global réseau d'assainissement – STEP – milieu récepteur.

En revanche, l'ASIC voit d'un œil critique les applications censées permettre à la population de transmettre directement aux autorités des annonces de graffitis ou de dépôts sauvages d'ordures. Ce type d'application crée des attentes auxquelles les services de voirie ne peuvent ni ne veulent répondre, que ce soit pour des questions de ressources humaines, d'efficacité ou encore d'équilibre des prestations. La population a par ailleurs suffisamment d'options bien établies pour entrer en contact avec les services de voirie.

Infrastructures communales: un système sociotechnique

Dans le cadre de son partenariat avec Suisse Public, l'ASIC a pu créer l'affiche pour le salon Suisse Public SMART, organisé en parallèle à Suisse Public. Il s'agissait moins d'une affiche publicitaire que d'un panneau expliquant la mission sociotechnique des infrastructures communales et le rôle de l'ASIC dans ce contexte.



GT Formation continue

Cours pour chefs de voirie

Le cours de deux jours pour chefs de voirie est devenu un grand classique dans notre programme de formation continue. Il confère un savoir-faire pratique très large, qui s'adresse aux spécialistes des centres de voirie communaux (et cantonaux), des services de travaux publics et des inspectorats des routes. En 2023, cette formation a eu lieu deux fois à Pfäffikon SZ et à Nottwil. Son axe principal réside dans la transmission de connaissances théoriques et pratiques dans les secteurs élimination des déchets & recyclage, sécurité au travail & protection de la santé, marchés publics, entretien des espaces verts, communication, recrutement des ressources humaines, nettoyage, organisation du centre de voirie, conservation des ouvrages de génie civil et service hivernal. Une leçon supplémentaire est prévue à partir de 2024 au sujet de la maintenance des machines et des engins.

Par des praticiens
Pour des praticiens.

InfraAcademy

Dans le cadre du programme de formation continue «InfraAcademy», lancé en automne 2022, deux ateliers ont eu lieu durant le second semestre 2023 avec nos formateurs pour analyser l'offre et développer une solution stratégique. Selon l'agenda, ce programme sera affiné en 2024/2025 en concrétisant les contenus techniques, le modèle de formation et, finalement, en publiant l'annonce des cours.

Modèle possible



Vision InfraAcademy

InfraAcademy propose un programme de formation continue (certifiante), globale, modulaire, échelonnée par niveaux, axée sur le développement des compétences en lien avec la pratique dans le domaine des infrastructures communales, conformément au but associatif.

Principes

Orientation pratique: les participants sont à même de transposer les connaissances, le savoir-faire, les instruments et les méthodes enseignées au contexte de leur activité, pour le bien de leur équipe.

Echelonnement par niveaux: les participants sont formés selon leur fonction.

Modules de formation continue: le système modulaire permet aux participants de suivre une formation répondant à leurs besoins et à ceux de leur service communal.

Orientation clients: l'ASIC cultive avec les participants et les formateurs des échanges concrets et suivis et veille à ce que l'offre évolue en fonction des exigences.

Engagement: l'ASIC encourage les compétences professionnelles, sociales et économiques pour consolider la perception positive et l'image constructive de la branche.

Partenariat: l'ASIC collabore avec les communautés d'intérêts des infrastructures communales et met à disposition des formateurs de haut niveau.

Patronage de formations en hautes écoles

L'ASIC encourage aussi la formation continue au niveau des hautes écoles à travers le patronage de formations. Durant l'exercice sous revue, le partenariat avec la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse FHNW pour le CAS Infrastructures communales a été complété par un nouveau partenariat avec la Haute école spécialisée bernoise BFH pour le CAS Infrastructures durables.

Les membres de l'ASIC bénéficient d'un rabais sur les finances d'inscription.

Membres 2023

*Adhésion en 2023

Villes et communes

Aadorf
Aarau
Aarburg
Aarwangen
Adliswil
Aegerten*
Aesch BL
Allschwil
Apples
Arbaz
Arosa
Aubonne
Avenches
Ayent
Baden
Bättwil
Bauma*
Belp
Berikon
Bern
Berneck*
Bever
Biberist
Biel/Bienne
Biel-Benken BL
Binningen
Birmensdorf
Bonstetten
Bottmingen
Brig-Glis
Bronschhofen
Brüttisellen
Bülach
Burg im Leimental
Burgdorf
Bussigny
Caslano
Château-d'Oex
Chur
Commugny
Corcelles-près-Payerne
Crissier
Cully
Davos Platz
Delémont
Denens
Dietikon
Domat/Ems*
Dübendorf
Duggingen
Ecublens VD
Effretikon
Egerkingen
Einsiedeln
Embrach
Epalinges

Estavayer-le-Lac
Fehraltorf
Fribourg
Fully
Gaiserwald
Geroldswil
Giswil
Gland
Glarus
Glattbrugg
Goldach
Gontenschwil
Gossau ZH
Grafenried
Gretzenbach
Grindelwald
Gurmels*
Hägendorf
Heiden*
Herisau
Horw
Illanz
Jona
Kirchlindach
Kloten
Köniz
Kreuzlingen
Küssnacht ZH
Küssnacht am Rigi
Lachen SZ
Langenthal
Langnau i. E.
Lausanne
Le Châble VS
Lenk im Simmental
Lenzerheide
Les Acacias
Leukerbad
Locarno
Lugano
Lutry
Luzern
Lyss
Martigny
Meikirch
Meilen*
Meisterschwanden
Mönchaltorf
Monthey
Montreux
Morges
Moudon
Mühleberg
Mümliswil
Münchenbuchsee
Münsingen

Murgenthal
Muri bei Bern
Murten
Neuchâtel
Neukirch (Egnach)
Niedergösgen
Niederhasli
Niederurnen
Nussbaumen b.Baden
Nyon
Oberägeri
Oberbipp
Oberglatt ZH
Oberkulm
Oberwil BL
Oensingen*
Oftringen
Olten
Orbe
Ostermundigen
Otelfingen
Payerne
Pfäffikon SZ
Pfäffikon ZH
Pieterlen
Préverenges
Prilly*
Pully
Reinach BL
Renens VD
Richterswil
Rolle
Rothenfluh
Rüschlikon
Saanen
Saillon
Sarnen
Schaffhausen
Schiers
Schlieren
Schmerikon
Schmitten FR
Schüpfen*
Schwarzenburg
Schwerzenbach
Seedorf BE
Sempach
Sierre
Sils / Segl*
Sion
Sirnach*
Solothurn
Speicher
St. Gallen
St. Moritz
Stadel

Steffisburg
Stein AG
Steinmaur
Stettlen
St-Prex
Subingen
Sulggen
Sursee
Tägerwilen
Teufen AR
Thalwil
Therwil
Thun
Twann
Unterägeri
Unterseen
Untersiggenthal
Urdorf
Urtenen-Schönbühl
Uster
Vevey
Volketswil
Wädenswil
Wald ZH
Wallisellen
Wigoltingen
Wilderswil*
Winterthur
Wittenbach
Witterswil
Wollerau
Worb
Würenlos
Yverdon-les-Bains
Zermatt
Zizers
Zofingen
Zollikofen
Zollikon
Zuchwil
Zug
Zumikon
Zürich
Zweisimmen

Associations intercommunales

Abwasserverband Aarburg
Abwasserverband Altenrhein*
Abwasserverband der Region Sense-Oberland
Abwasserverband Glarnerland*
ara region bern ag
ARA Thunersee
ARA Worblental
A-Region Geschäftsstelle
AVAG AG für Abfallverwertung
Celtor SA*
erzo KVA
Gemeindeverband Abfallbewirtschaftung Unteres Fricktal
GAF
Gemeindeverband für Abfallentsorgung Graubünden
(GEVAG)
GVRZ - Gewässerschutzverband Region Zug
REAL
Region Maloja
SADEC SA
SATOM SA
STRID SA
Vadec SA
Valorsa SA
Verband KVA Thurgau
VKA - Verband für Kanalisation und Abwasserreinigungen
Werkhof Plus
zab - Zweckverband Abfallverwertung Bazenhaid
ZAKU
ZEBA
Zweckverband für die Kehrichtbeseitigung Region Inner-
schwyz ZKRI

Cantons

Kanton Basel-Stadt, Amt für Umwelt und Energie
Kanton Bern
Kanton Graubünden, Amt für Natur und Umwelt*
Kanton Uri, Amt für Umweltschutz
Kanton Zürich, AWEL

Donateurs (personnes morales)

ANTA SWISS AG
Blumer-Lehmann AG
Contena-Ochsner AG
DAS BERATUNG GmbH
Designwerk Products AG
Drainjet Robotics AG
ELEKTRON AG
Flughafen Zürich AG
GETAG ENTSORGUNGS-TECHNIK AG
Hunziker Betatech AG
IGORA Genossenschaft für Aluminium-Recycling
Ingenias AG
Inventsys AG*
J. Grimm AG
K. Müller AG
Kommunal Partner AG
Practica AG
Regio Recycling Management AG

Schweizer Salinen AG*
Schwendemann AG
SRS Swiss Recycling Services SA
Stratus Infra, c/o Basler & Hofmann AG
Swico
Vetropack AG
VetroSwiss
Villiger Entsorgungssysteme AG
WIFpartner AG
Zimmermann Dienstleistungen GmbH
Ziswiler AG

Donateurs (personnes physiques)

C. Bähr, Zürich
P. Delcourt, Pully
A. Ettwein, Bern
R. Gnos, Eschenez
P. Farin, Grandvaux*
D. Laube, Gelterkinden
B. Reber, Thierachern

Membres d'honneur

B. Ammann, Belp
R. Amstutz, Bern
B. Bébié, Zürich
A. Bukowiecki Gerber, Biel*
U. Geissmann, Bremgarten BE
A. Jaccard, Denens
S. Kocher, Ipsach
H. Künzle, Rorschacherberg
G. Neuhold, Österreich
H.U. Schwarzenbach, Mettmenstetten
H.P. Tobler, St. Gallen

Comité

Marco Sonderegger, Leiter Entsorgung Stadt St. Gallen, Président
 Stephan Flury, Mitglied der Geschäftsleitung Gemeinde Sarnen, vice-président
 Albert Schweizer, Leiter Liegenschaften Stadt Schlieren
 Antoine Benacloche, Ingénieur communal de la Ville de Neuchâtel
 Christoph Niederberger, Direktor Schweizerischer Gemeindeverband
 Daniel Rychener, Leiter Technische Betriebe, Stadt Thun
 Fabrice Bachmann, Geschäftsführer GVRZ, Cham
 Gerald Hutter, Strasseninspektor Stadt St. Gallen (bis Mitte 2023)
 Martin Flügel, Direktor Schweizerischer Städteverband
 Matthias Nabholz, Leiter Amt für Umwelt und Energie, Kanton Basel-Stadt
 Regina Wenk, Leiterin Werkhof Aarau, Stadt Aarau (ab Mitte 2023)
 Silvia Banfi Frost, Energiebeauftragte Stadt Zürich
 Thierry Lassueur, direction des travaux et des services industriels – chef de service, Ville de Pully

Commissions techniques**Commission technique Déchets & Recyclage**

D. Rychener, Stv. Leiter Tiefbauamt, Stadt Thun (Président CT)
 A. Bachofner, Leiter Entsorgung, Stadt Winterthur
 T. Bieri, Leitung Entsorgungslogistik, Stadt Zürich
 J. Lüdi, Teamleiter Betrieb / Signalisation, Stadt Burgdorf
 R. Breda, Bereichsleiter Abfalllogistik, Stadt St. Gallen
 C. Costa, Cheffe de division, Ville de Lausanne
 T. Dubas, Responsable Conseils & Communication, SATOM SA
 F. Dunand, Chef du secteur voirie, Ville de Fribourg
 D. Egli, Leiter Stadtreinigung, Kanton Basel-Stadt
 S. Gorgerat, Adjoint, Ville de Pully
 R. Gruber, Leiter Grün und Werkbetrieb, Stadt Chur
 C. Jordi, Leiter Entsorgungshöfe, Stadt Bern
 K. Jucker, Leiterin Abfallbewirtschaftung und Deponie, Gemeinde Köniz
 D. Rüfenacht, Stv. Geschäftsführerin, SVKI | ASIC
 M. Lorenzi, Chef de Service Voirie – Ville propre, Ville de Genève
 C. Mühlestein, Leitung, Stadt Biel
 H. Oswald, Geschäftsführerin, ZEBA
 A. Pfister, Geschäftsführer, ZKRI
 C. Sautenet, Ingénieure – Chargée de projets, Vadec SA
 J.-P. Schindelholz, Directeur, STRID SA
 M. Sonderegger, Unternehmensleiter, Stadt St. Gallen
 M. Stäheli, Bereichsleiter Markt und Projekte, Verband KVA Thurgau
 P. Steiner, Vorsitzender der Geschäftsleitung, Verband KVA Thurgau
 T. Stirnemann, Leiter Werkhof, Stadt Baden

D. Vergari, Bereichsleiter Abfallwirtschaft, REAL
 R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau
 H. Zurkirchen, Leiter Werkdienste, Stadt Luzern

Commission technique Eaux usées

F. Bachmann, Geschäftsführer, GVRZ (Président CT)
 U. Ammann, Leiter Siedlungsentwässerung und Gewässerschutz, Gemeinde Köniz
 R. Arpagaus, Stadttingenieur, Stadt Chur
 C. Baschung, Geschäftsführer, SVKI | ASIC
 K. Biermann, Geschäftsführer, Abwasserverband Glarnerland
 P. Giordano, Chef de la division Production & Epuration, Ville de Lausanne
 C. Hedinger, Leiter ARA, Stadt Chur
 T. Lassueur, Chef de service, Ville de Pully
 G. Maurer, Directeur d'EPURA SA, Ville de Lausanne
 Y. Quirin, Abteilungsleiter; Bau und Sanierung von öffentlichen ARA, Kanton Graubünden
 D. Rensch, Leiter Geschäftsbereich Klärwerk Werdhölzli, Stadt Zürich
 I. Schoppe, Geschäftsführer, ARA Thunersee
 A. Schuler, Geschäftsführer, ARA Region Bern AG
 U. Sieber, Leiter Entwässerung, Stadt Winterthur
 M. Sonderegger, Unternehmensleiter, Stadt St. Gallen

Commission technique Réseau routier

G. Hutter, Strasseninspektor, Stadt St. Gallen (Président CT, 1^{er} semestre)
 R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau (Présidente CT, 2^e semestre)
 F. Bachmann, Abteilungsleiter Unterhaltsdienst, Stadt und Kanton Schaffhausen
 C. Baschung, Geschäftsführer, SVKI | ASIC
 J. Lüdi, Teamleiter Betrieb / Signalisation, Stadt Burgdorf
 C. Brot, Leiter Infrastruktur, Stadt Bülach
 C. Candrian, Leiter Tiefbau, Stadt Chur
 F. Dunand, Chef du secteur voirie, Ville de Fribourg
 D. Egli, Leiter Stadtreinigung, Kanton Basel-Stadt
 P. Hirsiger, Leiter Betrieb und Unterhalt, Stadt Winterthur
 K. Juric, Leiterin Abteilung Arbeitsvorbereitung Stadtreinigung, Stadt Zürich
 P. Kessler, Ressortleiter Werterhalt und Koordination, Stadt Luzern
 M. Kupresak, Leiter Tiefbau und öffentlicher Raum, Stadt Baden
 M. Lorenzi, Chef de Service Voirie – Ville propre, Ville de Genève
 C. Mathys, Leiter Realisierung Strasseninfrastruktur, Gemeinde Köniz
 C. Mühlestein, Leitung Stadt Biel
 M. Pola, Strasseninspektor Kanton ZH, Kanton Zürich Baudirektion
 S. Portmann, Bauverwalter, Gemeinde Murten
 B. Rüegg, Leiter Fachassistenz Betrieb und Unterhalt, Stadt Bern

P. Schädeli, Leiter Betrieb und Unterhalt, Stadt Bern
 H. Schneebeli, Leiter Werterhaltung, Stadt Zürich
 M. Schweizer, Leiter Strassen, Kunstbauten, Leitungstunnel, Kanton Basel-Stadt
 J. Stauffacher, Leiterin Umwelt, Stadt Wil
 M. Ultsch, Leiter Geschäftsbereich Stadtreinigung, Stadt Zürich
 R. Wollenmann, Leiterin Werkbetrieb, Stadt Chur

Commission technique Immobilier

A. Schweizer, Bereichsleiter Liegenschaften, Stadt Schlieren (Président CT)
 M. Adam, Leiter Portfolio- und Umweltmanagement, armasuisse Immobilien
 C. Baschung, Geschäftsführer, SVKI | ASIC
 R. Liechti, Leiter Immobilien, Stadt Burgdorf
 D. Müller, Leiter Liegenschaften, Stadt Aarau
 M. Pellet, Liegenschaftsverwalter, Gemeinde Murten
 M. Rach, Abteilungsleiter ISL, Schulbauten IMMO, Stadt Zürich
 R. Rolli Sommaruga, Stv. Leiterin Immobilien, Stadt Bern
 R. Salkeld, Leiter Immobilien- und Portfoliomanagement, Stadt Baden
 M. Schättli, Leiter Infrastruktur, Stadt Baden
 S. Schiffner, Leiterin Liegenschaften, Stadt Adliswil
 M. Weber, Berater Public Real Estate Management für Gemeinden, Steinmann & Partner GmbH
 A. Wimmer, Projektleiterin, Geschäftsstelle KBOB
 T. Zumthurn, Leiter Amt für Stadtliegenschaften, Stadt Thun

Commission technique Energie

S. Banfi Frost, Leiterin FG Energie, Energiebeauftragte, Stadt Zürich (Présidente CT)
 B. Antille, Responsable de la division «Politique énergétique», Ville de Lausanne
 S. Benagli, Délégué à l'énergie, Ville de Neuchâtel
 V. Bittner-Priez, vice-directrice SSV, Schweizerischer Städteverband
 T. Büchner, Energie-Ingenieur im Ressort Energietechnik, Kanton Basel-Stadt
 V. Cerda, Cheffe de service, Ville de Genève
 D. Dux, Leiterin Fachstelle Energie, Stadt Will SG
 W. Fassbind, Leiter Fachstelle Energie, Stadt Zug
 S. Fitz, Leiter Fachstelle Umwelt und Energie, Stadt Schaffhausen
 S. Frasnelli, Projektleiterin Energie & Nachhaltigkeit, Stadt Chur
 F. Freuler, Leiterin Fachstelle Nachhaltigkeit, Stadt Uster
 R. Gessler, Leiterin Geschäftsbereich Energie, Stadt Zürich
 G. Hafner, Leiter Energiestrategie, Stadt Zürich
 S. Hodel, Leiter Energiefachstelle, Stadt Bern
 R. Kellenberger, Projektleiter Energie & Nachhaltigkeit, Stadt Chur
 H.L. Kramer, Projektleiter Gebäude und Energie, Stadt Biel
 R. Krebs, Projektleiter Nachhaltige Entwicklung, Stadt Burgdorf
 D. Lehmann Pollheimer, Leiter Fachstelle Energie, Klima und Umwelt, Stadt Olten
 P. Meinen, Energiekontrolle, Leiter Gruppe Energie, Stadt Bern

F. Moret, Leiterin Energie und Technik, Stadt Winterthur
 D. Rüfenacht, Stv. Geschäftsführerin, SVKI | ASIC
 T. Scherrer, Projektleiter Energie, Klima, Stadt Luzern
 S. Stämpfli, Projektleiter Energie und Umweltschutz, Gemeinde Köniz
 J. Trinkler, Pianificazione, ambiente e mobilità, Città di Lugano
 C. Vogler, Koordinator Energie, Stadt Baden
 P. Weibel, Leiter Umwelt und Klima, Stadt Aarau
 H. Wilhelm, Projektleiter Klimaschutz Strategie und Projekte, Stadt Zürich
 N. Witschi, Energiestadtlabel, Stadt Biel
 F. Zaugg, Manager Energiekonzept 2050, Stadt St. Gallen
 A. Oberholzer, Fachspezialist Energie- und Klimaprojekte für Gemeinden, Bundesamt für Energie BFE

Commission technique Climat & Environnement

M. Nabholz, Amtsleiter, Kanton Basel-Stadt (Président CT)
 T. Berger, Leiter Fachstelle Klima, Kanton Basel-Stadt
 V. Bittner-Priez, vice-directrice, Schweizerischer Städteverband
 N. Christinet, Chef de projet, Ville de Lausanne
 D. Brunner, Ressortleiterin Umwelt, Stadt Schaffhausen
 K. Dürst, Leiterin Dienstabteilung Umweltschutz, Stadt Luzern
 S. Marbet, Leiterin, Mitglied der Geschäftsführung, Stadt Zürich
 W. Fassbind, Leiter Fachstelle Energie, Stadt Zug
 B. Finkenbrink, Naturwissenschaftliche Fachspezialistin, Projektleiterin, Stadt Baden
 S. Frasnelli, Projektleiterin Energie & Nachhaltigkeit, Stadt Chur
 F. Freuler, Leiterin Fachstelle Nachhaltigkeit, Stadt Uster
 M. Gassner, Fachstellenleiter, Stadt Thun
 C. Günther, Projektleiterin Klima und Energie, Stadt Winterthur
 K. Hungerbühler, Co-Leitung, Stadt St. Gallen
 R. Kellenberger, Projektleiter Energie & Nachhaltigkeit, Stadt Chur
 L. Maradan, Cheffe de projet Energie et durabilité, Ville de Vernier
 D. Rüfenacht, Stv. Geschäftsführerin, SVKI | ASIC
 R. Krebs, Projektleiter Nachhaltige Entwicklung, Stadt Burgdorf
 D. Lehmann Pollheimer, Leiter Fachstelle Energie, Klima und Umwelt, Stadt Olten
 P. Schmidli, Projektleiter Luftreinhaltung, Klimaschutz, Nachhaltige Entwicklung, Stadt Luzern
 R. Schwarz, Energiebeauftragter, Stadt Kreuzlingen
 M. Serlavós, Déléguée au Plan climat et durabilité, Ville de Nyon
 A. Stiefel, Amtsleiter, Stadt Bern
 P. Weibel, Projektleiter Klima- und Umweltschutz, Stadt Aarau
 N. Witschi, Energiestadtlabel, Stadt Biel
 C. Ziegler, Leiterin Fachstelle Klima, Stadt Winterthur

Groupes de travail et d'échange

Groupe de travail Exploitants des réseaux de canalisations

U. Ammann, Leiter Siedlungsentwässerung und Gewässerschutz, Gemeinde Köniz (présidence GT)
O. Aki Kleiner, Responsable des Réseaux d'assainissement, SIG (Service Industriels de Genève)
M. Arnold, Mess- und Verfahrenstechnik, GVRZ
V. Bänziger, Leiter Stadtentwässerung, Stadt St. Gallen
C. Baschung, Geschäftsführer, SVKI | ASIC
G. Derungs, Leiter Entwässerung-Gewässer-Naturgefahren, Kanton Basel-Stadt
C. Duvaud, Projektleiter öffentliche Kanalisation, Stadt Zug
A. Fallegger, Leiter Unterhalt, Stadt Bern
R. Flückiger, Betriebsleiter Kanalnetzbetrieb, Stadt Bern
S. Franz, Leiter Siedlungsentwässerung, Stadt Thun
R. Graven, Abteilungsleiter Tiefbau, Einwohnergemeinde Zermatt
T. Lassueur, Chef de service, Ville de Pully
J. Laule, Abteilungsleiter Siedlungsentwässerung, SH Power
B. Müller, Bereichsleiter Siedlungsentwässerung und Naturgefahren, Stadt Luzern
J. Roth, Abwasseringenieur, Stadt Winterthur
U. Sieber, Leiter Entwässerung, Stadt Winterthur
P. Staufer, GB Leitung Entwässerung, Stadt Zürich
C. Ursprung, Leiter Abwasser, Stadt Chur
D. Wigger, Leiter Projekte / QS, GVRZ – Kläranlage Schönau
S. Würfel, Fachverantwortlicher Entwässerung, Kanton Basel-Stadt

Groupe de travail Réseaux thermiques

D. Rüfenacht, Stv. Geschäftsführerin, SVKI | ASIC (présidence GT)
S. Banfi Frost, Leiterin FG Energie, Energiebeauftragte, Stadt Zürich
S. Hodel, Leiter Energiefachstelle, Stadt Bern
C. Hofmann, Leiter Wärme und Kälte, Stadt Wil
H.L. Kramer, Projektleiter Gebäude und Energie, Stadt Biel
D. Lehmann Pollheimer, Leiter Fachstelle Energie, Klima und Umwelt, Stadt Olten
W. Meyer, Projektleiter Klima, Energie, Stadt Luzern
F. Moret, Leiterin Energie und Technik, Stadt Winterthur
D. Müller, Leiter Liegenschaften, Stadt Aarau
A. Schweizer, Bereichsleiter Liegenschaften, Stadt Schlieren
J. Trinkler, Pianificazione, ambiente e mobilità, Città di Lugano
C. Vogler, Koordinator Energie, Stadt Baden
H. Wilhelm, Projektleiter Klimaschutz Strategie und Projekte, Stadt Zürich

Groupe de travail Economie circulaire

D. Rüfenacht, Stv. Geschäftsführerin, SVKI | ASIC (présidence GT)
A. Aepli, Direktor Stadt, Zürich
R. Breda, Bereichsleiter Abfalllogistik, Stadt St. Gallen
K. Jucker, Leiterin Abfallbewirtschaftung und Deponie, Gemeinde Köniz

T. Kaldis, Koordination Kreislaufwirtschaft, Stadt Zürich
A. Lindau, Leiter Gruppe Kreislaufwirtschaft, Stadt Zürich
K. Maegli, Projektleiterin, Stadt Bern
D. Rychener, Stv. Leiter Tiefbauamt, Stadt Thun
T. Weber, Leiter Abteilung Abfall und Rohstoffe, Kanton Basel-Stadt

Groupe de travail Biodiversité

D. Rüfenacht, Stv. Geschäftsführerin, SVKI | ASIC (présidence GT)
P. Aubert, Déléguée à la nature, Ville de Lausanne
S. Berger, Leiterin Planung & Umwelt, Gemeinde Worb
S. Braun, Umweltbeauftragter, Stadt Kreuzlingen
J. Cueni, Projektleitung Biodiversität, Stadt Biel
J. Domenica, Projektleiterin Natur & Umwelt, Stadt Reinach
B. Finkenbrink, Naturwissenschaftliche Fachspezialistin, Projektleiterin, Stadt Baden
S. Fitz, Teamleitung Umwelt und Energie, Stadt Schaffhausen
A. Glanzmann, Natur- und Landschaftsschutz, Stadt Luzern
S. Herfort, Bereichsleiter Natur- und Landschaftsschutz, Stadt Luzern
N. Indermühle, Projektleiter Fachstelle Natur + Ökologie, Stadtgrün Bern
P. Jucker, Leiter Natur- und Landwirtschaft, Stadt Uster
E. Kaufmann, Projektleiterin Umwelt, Stadt Aarau
C. Le Marié, Leiterin Natur und Landschaft, Stadt St. Gallen
K. Lehmann, Projektleiterin Natur & Lebensraum, Stadt Zug
D. Lehmann Pollheimer, Leiter Fachstelle Energie, Klima und Umwelt, Stadt Olten
Y. Reisner, Leiterin Fachbereich Natur Landschaft Bäume, Stadt Basel
T. Zollinger, Juniorprojektleiterin Natur und Lebensraum, Stadt Zug
B. Tschander, Teamleiterin, Stadt Zürich
S. Tschäppeler, Leiterin Fachstelle Natur und Ökologie, Stadtgrün Bern
M. Weiss, Leiter Naturschutz, Stadt Illnau-Effretikon
M. Wiesner, Abteilungsleiter Ökologie, Stadt Winterthur

Groupe de travail Contrôle des coûts et des prestations dans l'entretien des routes (CCP)

R. Gruber, Leiter Grün und Werkbetrieb, Stadt Chur (présidence GT)
C. Baschung, Geschäftsführer, SVKI | ASIC
M. Bräm, Leiter Ausführung, Stadt Zürich
L. Brechbühl, Leiter Werkhof, Gemeinde Ostermundigen
D. Egli, Leiter Stadtreinigung, Kanton Basel-Stadt
S. Gahler, Leiter Planung & Koordination, Stadt Winterthur
T. Lassueur, Chef de service, Ville de Pully
R. Milz, Leiter Zentrale Dienste, Stadt St. Gallen
C. Mühlestein, Leitung, Stadt Biel
M. Mundwiler, Controlling, Stadt Aarau
B. Rüegg, Leiter Fachassistenz Betrieb und Unterhalt, Stadt Bern
J. Stauffacher, Leiterin Umwelt, Stadt Will
M. Ultsch, Leiter Geschäftsbereich Stadtreinigung, ERZ Entsorgung + Recycling Zürich
R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau

Groupe d'échange Evacuation des eaux des biens-fonds

U. Ammann, Leiter Siedlungsentwässerung und Gewässerschutz, Gemeinde Köniz (présidence GE)
S. Barilli, Verantwortlicher Baugesuche, Luzern
C. Baschung, Geschäftsführer, SVKI | ASIC
H. Benz, Abteilungsleiter, EFP AG, Ingenieure Planer Geometer
B. Bosshard, Projektbegleiter Liegenschaftsentwässerung, Zürich
S. Bucci, Technischer Experte, Stadt Basel
G. Duri, Projektbegleiter, Zürich
D. Gollin, Technischer Experte Entwässerungsanlagen, Stadt Basel
R. Graven, Abteilungsleiter Tiefbau, Gemeinde Zermatt
D. Hasani, Sachbearbeiter LSE, Köniz
A. Konopka, Leiter Gruppe Liegenschaftsentwässerung, Zürich
J. Laule, Abteilungsleiter Siedlungsentwässerung, Schaffhausen
R. Lüthy, Leiter Liegenschaftsentwässerung, St. Gallen
A. Schaer, Sachbearbeiter Gewässerschutz, Stadt Bern
R. Schiesser, Leiter LSE, Köniz
U. Sieber, Leiter Entwässerung, Stadt Winterthur
S. Stucki, Leiter Privatanlagen, Stadt Winterthur
S. Walker, Fachbereichsleiterin Stadtentwässerung und Abfallwirtschaft, Zug
S. Würfel, Fachverantwortlicher Entwässerung, Stadt Basel

Formateurs InfraAcademy

Cours pour chefs de voirie

S. Costanza, Leiter Unterhaltsdienst, Gemeinde Glarus (présidence)
R. Bucher, Leiter Aussenanlage, Schweizer Paraplegiker-Zentrum, Nottwil
W. Grossen, Leiter Sammeldienst, Entsorgung + Recycling, Stadt Bern
C. Hobi, Beratung- & Training, dia-logue GmbH, Freienbach
U. Hosang, Berufsbildungsexperte ASGS, Arbeitssicherheit Schweiz, Zürich
M. Jaggi, Leiter Stadtgrün Aarau i.R., Olten
C. Jordi, Leiter Entsorgung + Recycling, Stadt Bern
R. Lutz, Projektleiter, Tiefbauamt, Stadt Bern
S. Portmann, Bauverwalter, Gemeinde Murten

Séminaire Gestion de la voirie

C. Hobi, Beratung- & Training, dia-logue GmbH, Freienbach
A. Bukowiecki Gerber, Kommunalpartner AG, Kirchlindach
R. Rütli, Fachstelle «UND», Zürich
D. Schneeberger, Geschäftsführer DAS Beratung GmbH, Malans
R. Wenk, Leiterin Werkhof, Stadt Aarau

Séminaire Leadership

P. Mougneau, YOU Mentoring & Consulting, Vevey

Organe de contrôle

Blaser Treuhand AG, Köniz

Alliance pour le Climat Suisse & Charte pour le climat et l'énergie

Alliance pour le Climat Suisse

Arbon	Rorschach
Baden	Schaffhausen
Basel	St.Gallen
Bern	Thun
Biel-Bienne	Uster
Buchs	Val de Bagnes
Burgdorf	Vernier
Gaiserwald	Windisch
Ittigen	Winterthur
Kreuzlingen	Zürich
Luzern	Zug
Nyon	

Charte pour le climat et l'énergie

Aarau	Luzern
Agno	Magliaso
Arbedo-Castione	Manno
Arbon	Martigny
Astano	Münchenstein
Ayent	Mendrisio
Baden	Migliaglia
Basel	Moutier
Bedigliora	Muri bei Bern
Bern	Novaggio
Biel-Bienne	Novazzano
Bioggio	Nyon
Buchs	Oensingen
Burgdorf	Prilly
Bussigny	Pully
Canobbio	Pura
Carouge	Rüthi SG
Caslano	Renens
Chêne-Bougeries	Rheinfelden
Collina d'Oro	Riddes
Curio	Romanshorn
Délemont	Sargans
Dietikon	Saxon
Domat/Ems	Schaffhausen
Ecublens/VD	Siders
Erstfeld	Sils im Engadin/Segl
Felsberg	Silvaplana
Flums	Spiez
Frenkendorf	St. Moritz
Gams	St. Gallen
Genf	Thun
Gland	Tresa
Hedingen	Untervaz
Illnau-Effretikon	Uster
Kölliken	Vaz/Observaz
Köniz	Vernier
Kreuzlingen	Vevey
La Punt Chamues-ch	Wil (SG)
Landquart	Winterthur
Langenthal	Yverdon-les-Bains
Lausanne	Zürich
Leuk	Zug

Compte d'exploitation 1.1. – 31.12.

	2023		2022	
	CHF	%	CHF	%
Produits				
Cotisations ASIC	466'629.95		444'380.00	
Cotisations des villes de l'Alliance pour le Climat	12'194.48		12'600.00	
Produits projets Alliance climatique des villes suisses	5'143.00		0.00	
Contributions aux coûts OKS	20'017.40		9'500.00	
Cours pour chefs de voirie	99'539.35		118'299.65	
Séminaires/workshops	36'991.65		25'060.85	
Cours/congrès	5'321.25		163.47	
Autres revenus liés aux séminaires et cours	162.50		221.00	
Publications	9'097.00		5'043.25	
Service-conseils/honoraires généraux	28'305.70		56'363.40	
Total des produits	683'402.28	100.0	671'631.62	100.0
Charges				
Charges directes				
Cours pour chefs de voirie	68'856.25		104'934.40	
Séminaires/workshops	25'086.75		20'942.97	
Cours/congrès	1'191.70		368.35	
Autres charges liées aux séminaires et cours	1'515.60		1'916.60	
Publications	5'439.95		3'738.45	
Divers/AG/VSLI	5'544.60		5'260.40	
Études / InfraAcademy / Bureau d'expertise	12'290.30		0.00	
Formation/dissolution des provisions	-12'200.00		0.00	
Communication	0.00		1'099.05	
	-107'725.15	-15.8	-138'260.22	-20.6
Comité/commissions				
Frais/projets généraux/comité	17'314.40		14'632.25	
Commission technique Déchets	7'803.10		3'010.80	
Commission technique Eaux usées	701.60		568.20	
Commission technique Routes	1'836.85		1'313.85	
Commission technique Énergie	3'024.95		3'428.40	
Commission technique Immobilier	619.65		1'414.35	
Commission technique Climat & Environnement	1'539.85		1'041.85	
Groupes de travail	6'269.15		3'401.30	
Villes de l'Alliance pour le Climat	17'337.48		12'600.00	
	-56'447.03	-8.3	-41'411.00	-6.2
Frais de personnel				
Salaires	363'828.55		344'630.95	
Assurances sociales	76'963.40		66'648.75	
Autres frais du personnel	12'258.90		57'863.40	
Formation/dissolution des provisions	0.00		-30'000.00	
	-453'050.85	-66.3	-439'143.10	-65.4
Charges administratives				
Frais administratifs UVS	38'570.10		38'570.10	
Organe de révision / assistance juridique	6'727.20		2'411.00	
Produits imprimés	55.75		251.20	
Littérature	166.66		1'119.33	
Rapport de gestion/infos aux membres/traductions	9'739.45		12'635.50	
Informatique	5'695.10		5'527.16	
Communication/relations publiques/marketing	7'059.10		5'016.55	
Frais financiers	108.70		352.80	
Divers frais d'exploitation	9'595.80		6'639.45	
	-77'717.86	-11.4	-72'523.09	-10.8
Total charges	-694'940.89	-101.7	-691'337.41	-102.9
Bénéfice net	-11'538.61	-1.7	-19'705.79	-2.9

Bilan au 31.12.

	2023		2022	
	CHF	%	CHF	%
Actifs				
Fonds de roulement				
Liquidités				
Caisse	781.90		788.65	
PostFinance	154'507.97		105'829.97	
PostFinance Alliance pour le Climat	29'585.95		32'899.53	
BEKB Berne, Compte courant	23'370.68		23'380.08	
Administration d. finances de Zurich, compte de placement	220'591.60		370'468.20	
Argent en transit	12'963.20		0.00	
Créances				
Livraisons / prestations	66'037.21		11'110.00	
Autres créances à court terme				
Actifs transitoires	9'173.39		2'235.75	
Total du fonds de roulement	517'011.90	79.4	546'712.18	80.4
Actifs immobilisés				
Immobilisations financières				
Dépôt membres OKS	134'147.24		133'449.19	
Actifs immobilisés				
Signet OKS	1.00		0.00	
Total des actifs immobilisés	134'148.24	20.6	133'449.19	19.6
Somme du bilan	651'160.14	100.0	680'161.37	100.0
Passifs				
Capitaux tiers				
Engagements à court terme				
Livraisons / prestations	29'148.30		23'687.80	
Autres engagements à court terme				
UVS Berne, compte courant	67'601.07		67'600.07	
Alliance climatique des villes suisses, compte courant	16'102.30		23'068.27	
Passifs transitoires	12'696.00		12'026.20	
Total capitaux tiers à court terme	125'547.67		126'382.34	
Engagements à long terme				
Dettes déposants OKS	134'147.24		133'449.19	
Provisions				
Cours de gestion	5'000.00		5'000.00	
Projets	60'875.00		73'075.00	
Frais généraux	0.00		3'550.00	
Frais généraux II	61'600.00		63'176.00	
Total capitaux tiers à long terme	261'622.24		278'250.19	
Total capitaux tiers	387'169.91	59.5	404'632.53	59.5
Fonds propres				
Fortune au 1 ^{er} janvier	275'528.84		295'234.63	
Bénéfice net (+/-)	-11'538.61		-19'705.79	
Total fonds propres	263'990.23	40.5	275'528.84	40.5
Total du bilan	651'160.14	100.0	680'161.37	100.0

Schweizerischer Verband
Kommunale Infrastruktur
Monbijoustrasse 8
3001 Bern

BLASER TREUHAND AG
SCHWARZENBURGSTR. 265
CH-3098 KÖNIZ BERN

Telefon 031 372 11 11
Telefax 031 371 45 18
btb@treuhandbern.ch
www.treuhandbern.ch

Köniz, 10. April 2024

Bericht der Revisionsstelle zur Eingeschränkten Revision

an die Mitgliederversammlung des Schweizerischen Verbandes Kommunale Infrastruktur, Bern.

Als Revisionsstelle haben wir die Jahresrechnung (Bilanz, Erfolgsrechnung und Anhang) des Schweizerischen Verbandes Kommunale Infrastruktur für das am 31. Dezember 2023 abgeschlossene Geschäftsjahr geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Vorstand verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, die Jahresrechnung zu prüfen. Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen hinsichtlich Zulassung und Unabhängigkeit erfüllen. Eine Mitarbeitende unserer Gesellschaft hat im Berichtsjahr bei der Buchführung mitgewirkt. An der eingeschränkten Revision war Sie nicht beteiligt.

Unsere Revision erfolgte nach dem Schweizer Standard zur Eingeschränkten Revision. Danach ist diese Revision so zu planen und durchzuführen, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung erkannt werden. Eine eingeschränkte Revision umfasst hauptsächlich Befragungen und analytische Prüfungshandlungen sowie den Umständen angemessene Detailprüfungen der beim geprüften Unternehmen vorhandenen Unterlagen. Dagegen sind Prüfungen der betrieblichen Abläufe und des internen Kontrollsystems sowie Befragungen und weitere Prüfungshandlungen zur Aufdeckung deliktischer Handlungen oder anderer Gesetzesverstösse nicht Bestandteil dieser Revision.

Bei unserer Revision sind wir nicht auf Sachverhalte gestossen, aus denen wir schliessen müssten, dass die Jahresrechnung nicht dem schweizerischen Gesetz und den Statuten entspricht.

Blaser Treuhand AG



Roger Nietlispach
Dipl. Wirtschaftsprüfer
Zugel. Revisionsexperte
Leitender Revisor



Jürg Zahler
Dipl. Experte in
Rechnungslegung
und Controlling
Zugel. Revisionsexperte

Beilage Jahresrechnung

KOMPETENZ IM ZENTRUM

Mitglied des Schweizerischen
Treuhandverbandes
TREUHAND | SUISSE

Crédits photographiques

Association suisse infrastructures communales (ASIC)	Petite photo de couverture en haut; page 3; 5, 6; 11, 12; 13, 16 en haut, 18, 20, 23, 25 à gauche, 26, 27
123rf.de	Grande photo de couverture en bas
Hunziker Betatech AG	Page 10 en bas, page 16 en bas
RecyPac – Kreislauf Plastik und Getränkekarton	page 14
abfallcockpit.ch	page 15 en bas à gauche
Ugra	page 15 en bas à droite
Bundesamt für Umwelt BAFU	page 17
Verband Schweizer Abwasser- und Gewässerschutzfachleute (VSA)	page 19 à gauche
schweizerischer ingenieur- und architektenverein (SIA)	page 19 à droite
Amt für Liegenschaften, Stadt Thun	page 22
Sophie und Karl Binding Stiftung	page 24 en haut
Konferenz Kantonalen Energiedirektoren	page 24 en bas

Layout

[typo.s Eveline Schmid](#)



**Association suisse
Infrastructures communales | ASIC**

infrastructures-communales.ch, info@infrastructures-communales.ch, [@SVKI_ASIC](https://www.instagram.com/SVKI_ASIC)

ASIC
Monbijoustrasse 8, Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 356 32 42